

**Chambre  
des Représentants de Belgique**

SESSION ORDINAIRE 1988-1989

9 MAI 1989

**BUDGET**

**du Ministère des Classes moyennes  
pour l'année budgétaire 1989 (07)**

**INDEX**

	Pages
Projet de loi . . . . .	3

**TABLEAU DE LA LOI**

Titre I. — Dépenses courantes . . . . .	8
Titre II. — Dépenses de capital . . . . .	18
Titre IV. — Section particulière . . . . .	22
Répartition des crédits budgétaires légaux pour l'année budgétaire 1989 entre les allocations de base . . . . .	25

**PROGRAMME JUSTIFICATIF**

A. — Ligne politique générale poursuivie . . . . .	28
B. — Justification par division organique et par programme d'activités :	
Récapitulation pour le budget du Ministère des Classes moyennes . . . . .	30
Section 01 — Cabinet du Ministre des Classes moyennes :	
Programme 0 — Fonctionnement du Cabinet . . . . .	32
Section 02 — Cabinet du Vice-Premier Ministre, Ministre du Plan et adjoint à la Communauté française :	
Programme 0 — Fonctionnement du Cabinet . . . . .	33
Section 03 — Cabinet du Ministre des Classes moyennes :	
Programme 0 — Fonctionnement du Cabinet . . . . .	33
Section 11 — Cabinet du Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes :	
Programme 0 — Fonctionnement du Cabinet . . . . .	34

**Belgische Kamer  
van Volksvertegenwoordigers**

GEWONE ZITTING 1988-1989

9 MEI 1988

**BEGROTING**

**van het Ministerie van Middenstand  
voor het begrotingsjaar 1989 (07)**

**INHOUDSOPGAVE**

	Blz.
Wetsontwerp . . . . .	3

**WETSTABEL**

Titel I. — Lopende uitgaven . . . . .	9
Titel II. — Kapitaaluitgaven . . . . .	19
Titel IV. — Afzonderlijke sectie . . . . .	23
Verdeling van de wettelijke begrotingskredieten voor het begrotingsjaar 1989 over de basisallocaties . . . . .	25

**VERANTWOORDINGSPROGRAMMA**

A. — Algemene beleidslijn . . . . .	28
B. — Verantwoording per organisatieafdeling en per activiteitsprogramma :	
Samenvatting voor de begroting van het Ministerie van Middenstand . . . . .	30
Sectie 01 — Kabinet van de Minister van Middenstand :	
Programma 0 — Werking van het Kabinet . . . . .	32
Sectie 02 — Kabinet van de Vice-Eerste Minister, Minister van het Plan en adjunct voor de Franse Gemeenschap :	
Programma 0 — Werking van het Kabinet . . . . .	33
Sectie 03 — Kabinet van de Minister van Middenstand :	
Programma 0 — Werking van het Kabinet . . . . .	33
Sectie 11 — Kabinet van de Staatssecretaris van Middenstand :	
Programma 0 — Werking van het Kabinet . . . . .	34

Section 40 — Secrétariat général et Administration des services généraux :		Sectie 40 — Algemeen Secretariaat en Bestuur van de Algemene Diensten :	
Missions . . . . .	38	Opdrachten . . . . .	38
Programmes 0 — Subsistance . . . . .	38	Programma's 0 — Bestaansmiddelen . . . . .	38
1 — Registre central du commerce . . . . .	44	1 — Centraal handelsregister . . . . .	44
Section 51. — Administration de la Formation professionnelle :		Sectie 51. — Bestuur van de Beroepsopleiding :	
Missions . . . . .	45	Opdrachten . . . . .	45
Programme 0 — Subsistance . . . . .	45	Programma 0 — Bestaansmiddelen . . . . .	45
Section 52. — Administration de la Réglementation :		Sectie 52. — Bestuur van de Reglementering :	
Missions . . . . .	46	Opdrachten . . . . .	46
Programme 0 — Subsistance . . . . .	46	Programma 0 — Bestaansmiddelen . . . . .	46
Section 53. — Administration des Affaires sociales :		Sectie 53. — Bestuur van de Sociale Zaken :	
Missions . . . . .	50	Opdrachten . . . . .	50
Programmes 0 — Subsistance . . . . .	50	Programma's 0 — Bestaansmiddelen . . . . .	50
1 — Pensions . . . . .	50	1 — Pensioenen . . . . .	50
2 — Allocations familiales . . . . .	51	2 — Kinderbijslagen . . . . .	51
3 — Maladie-invalidité . . . . .	51	3 — Ziekte-invaliditeit . . . . .	51
Section 54. — Administration de l'Expansion économique :		Sectie 54. — Bestuur voor de Economische expansie :	
Missions . . . . .	53	Opdrachten . . . . .	53
Programmes 0 — Subsistance . . . . .	53	Programma's 0 — Bestaansmiddelen . . . . .	53
1 — Aide aux entreprises . . . . .	54	1 — Hulp aan ondernemingen . . . . .	54
C. — Justification globale afférente à des articles communs . . . . .	56	C. — Globale verantwoording betreffende de gemeenschappelijke artikelen . . . . .	56
D. — Justification — Titre IV — Section particulière . . . . .	57	D. — Verantwoording — Titel IV — Afzonderlijke sectie . . . . .	57
E. — Regroupement. Tableau des codes économiques . . . . .	61	E. — Hergroepering. Tabel der economische codes . . . . .	61
F. — Tableau synthétique des cadres et des effectifs . . . . .	64	F. — Synthetische tabel van de personeelsformatie en bezetting . . . . .	65
Annexe I : Budgets des organismes d'intérêt public de catégorie D — Tableaux de synthèse (1)			
Bijlage I : Begrotingen van de instellingen van openbaar nut, categorie D — Synthetische tabellen (1)			

**PROJET DE LOI**

BAUDOUIN, ROI DES BELGES

*A tous, présents et à venir, SALUT.*

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes, de Notre Ministre du Budget, de Notre Ministre des Finances, de Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes, de Notre Secrétaire d'Etat aux Petites et Moyennes Entreprises et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre du Budget et Notre Ministre des Finances sont chargés de présenter en Notre nom aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

**Crédits pour les dépenses courantes (Titre I)  
et pour les dépenses de capital (Titre II)**Article 1<sup>er</sup>

§ 1<sup>er</sup>. Il est ouvert, pour les dépenses du Ministère des Classes moyennes afférentes à l'année budgétaire 1989, des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

(In miljoenen frank)

	Crédits non dissociés — <i>Niet-gesplitste kredieten</i>	Crédits dissociés — <i>Gesplitste kredieten</i>		
		Crédits d'engagement — <i>Vastleggings-kredieten</i>	Crédits d'ordonnancement — <i>Ordonnancerings-kredieten</i>	
Dépenses courantes (Titre I) . . .	5 962,6	—	—	Lopende uitgaven (Titel I).
Dépenses de capital (Titre II) . . .	1 206,6	—	—	Kapitaaluitgaven (Titel II).
Totaux (Titres I et II) . . .	7 169,2	—	—	Totalen (Titels I en II).

Ces crédits sont énumérés dans la colonne « Crédits 1989 après la réforme de l'Etat » aux Titres I et II du tableau annexé à la présente loi.

§ 2. Les allocations de base qui résultent de la ventilation des crédits entre divisions organiques et programmes d'activités, telles qu'elles sont reprises dans le tableau « Répartition des crédits 1989 – après la réforme de l'Etat – par allocation de base », font l'objet d'un suivi comptable.

Die kredieten worden opgesomd in de kolom « Kredieten 1989 na de Staatshervorming » onder de Titels I en II van de bij deze wet gevoegde tabel.

§ 2. De basisallocaties die voortvloeien uit de ventilatie van de kredieten over de organisatie-afdelingen en activiteitenprogramma's, zoals ze hernomen worden in de tabel « Verdeling van de kredieten 1989 – na de Staatshervorming – per basisallocatie », maken het voorwerp van een boekhoudkundige opvolging.

**WETSONTWERP**

BOUDEWIJN, KONING DER BELGEN

*Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,  
ONZE GROET.*

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand, van Onze Minister van Begroting, van Onze Minister van Financiën, van Onze Staatssecretaris voor Middenstand, van Onze Staatssecretaris voor de Kleine en Middelgrote Ondernemingen, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

## HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Begroting en Onze Minister van Financiën zijn gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen waarvan de tekst volgt :

**Kredieten voor de lopende uitgaven (Titel I)  
en de kapitaaluitgaven (Titel II)**

## Artikel 1

§ 1. Voor de uitgaven van het Ministerie van Middenstand voor het begrotingsjaar 1989 worden kredieten geopend ten bedrage van :

§ 3. Lorsque la décomposition entre divisions organiques ou programmes est opérée dans le tableau visé au § 2, le Ministre ou le fonctionnaire qu'il délègue à cet effet, peut, dans la limite de chacun des crédits ouverts au tableau de loi, procéder à une redistribution des allocations de base.

§ 4. Le contrôleur des engagements et la Cour des comptes veillent à ce que les dépenses soient correctement imputées sur les allocations de base et à ce que ces dernières ne soient pas dépassées, compte tenu le cas échéant des redistributions opérées conformément au § 3.

#### **Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes (Titre I)**

##### **Art. 2**

Par dérogation à l'article 15 modifié de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes, des avances de fonds d'un montant maximum de 10 000 000 de F peuvent être consenties aux comptables extraordinaires du Département.

Au moyen de ces avances, les comptables extraordinaires du Département sont autorisés à payer tous les frais de service n'excédant pas 100 000 F, les indemnités de toute nature allouées sur le budget ainsi que, quels qu'en soient les montants, les frais de consommation d'essence, eau, gaz, électricité et téléphone, les frais d'affranchissement postal par machine et les interventions de l'Etat en faveur des restaurants et réfectoires fréquentés par le personnel du Département, prévues à l'article 11.05 du Titre I du tableau annexé à la présente loi.

Quant au comptable extraordinaire du Département chargé du paiement des avances sur frais de mission à l'étranger, autorisation lui est donnée de consentir aux fonctionnaires envoyés en mission à l'étranger les avances nécessaires, même si ces avances sont supérieures à 100 000 F.

##### **Art. 3**

Vu le caractère urgent des dépenses à prévoir et par dérogation à l'article 15 modifié de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds successives dont il sera justifié ultérieurement, peuvent être consenties au comptable chargé de la liquidation des secours à caractère social.

##### **Art. 4**

Le paiement des allocations de naissance et des indemnités pour frais funéraires s'effectue conformément aux règles établies par l'article 23 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat.

##### **Art. 5**

Des dépenses relatives à des créances d'années budgétaires antérieures peuvent être imputées sur l'article 12.01, Titre I, du tableau annexé à la présente loi.

§ 3. Wanneer in de in § 2 bedoelde tabel de uitsplitsing tussen organisatie-afdelingen en programma's gemaakt wordt, kan de Minister of de gedelegeerde ambtenaar, binnen de grens van elk van de kredieten geopend in de wetstabel, overgaan tot een herverdeling van de basisallocaties.

§ 4. De controleur der vastleggingen en het Rekenhof zien erop toe dat de uitgaven op de basisallocaties juist worden aangerekend en zorgen bovendien ervoor dat deze laatste, eventueel rekening houdend met de overeenkomstig § 3 doorgevoerde herverdelingen, niet overschreden worden.

#### **Bijzondere bepalingen betreffende de lopende uitgaven (Titel I)**

##### **Art. 2**

Bij afwijking van het gewijzigd artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 10 000 000 F toegestaan worden aan de buitengewone rekenplichtigen van het Departement.

Door middel van deze voorschotten mogen de buitengewone rekenplichtigen van het Departement alle dienstkosten betalen tot en met 100 000 frank, de vergoedingen van alle aard welke bij aanrekening op de begroting zullen worden verleend alsmede, welk ook het bedrag moge zijn, de verbruikskosten van benzine, water, gas, elektriciteit en telefoon, de kosten van frankering met de machine en de staatssteun ten gunste van de door het personeel van het Departement bezochte restaurants en refters, bedoeld in artikel 11.05 van Titel I van de bij deze wet gevoegde tabel.

Wat de buitengewone rekenplichtige van het Departement betreft, belast met de betaling van de voorschotten op zendingskosten in het buitenland, toelating wordt hem gegeven, aan de ambtenaren belast met een zending in het buitenland de nodige voorschotten te verlenen, zelfs indien deze voorschotten meer dan 100 000 F bedragen.

##### **Art. 3**

Gezien het spoedeisend karakter der te voorziene uitgaven en in afwijking van het gewijzigd artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen achtereenvolgende geldvoorschotten die later zullen worden verantwoord aan de rekenplichtige die belast is met de vereffening van de hulpgelden van sociale aard, worden toegestaan.

##### **Art. 4**

De betaling van het kraamgeld en van de vergoedingen wegens begrafeniskosten geschiedt volgens de regels vastgelegd door artikel 23 van de wet van 15 mei 1846 op de Rijkscomptabiliteit.

##### **Art. 5**

Op artikel 12.01, Titel I, van de bij deze wet gevoegde tabel mogen uitgaven worden aangerekend die betrekking hebben op schuldvorderingen van vorige begrotingsjaren.

**Art. 6**

Le montant des remboursements effectués par les agents du Département sur les prêts consentis à charge de l'article 11.05, Titre I, peut être porté au crédit d'un compte spécial ouvert au Titre IV — Section particulière — à gérer par le comptable du service social en vue d'être réutilisé sous forme de prêts.

**Art. 7**

Par dérogation à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> de la loi du 29 mars 1976, la subvention de l'Etat au régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants est, pour l'année budgétaire 1989 et à l'indice 135,3 (base 1981 = 100), fixée à 4 930,6 millions.

**Art. 8**

Pour les articles budgétaires à charge desquels des commandes peuvent être passées à l'intervention de l'O.C.F., le Ministre des Classes moyennes est autorisé à opérer des versements provisionnels au profit de l'article 63.01.A de l'O.C.F. et ce par le biais d'ordonnances de paiement par virement dans les écritures de la Trésorerie.

**Section particulière (Titre IV)****Art. 9**

Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au Titre IV du tableau joint à la présente loi, sont évaluées à 304 500 000 F pour les recettes et à 304 500 000 F pour les dépenses.

**Art. 10**

Sont accordées à charge de l'article 60.01.A « Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale » des autorisations d'engagement à concurrence de 40 100 000 F pour les opérations courantes, en exécution de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux Classes moyennes et de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique.

Tout engagement à prendre de ce chef est soumis au visa du contrôleur des engagements et à la Cour des comptes dans les formes de la réglementation en la matière.

**Art. 11**

Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds et comptes inscrits au Titre IV du tableau annexé à la présente loi est indiqué en regard du numéro de l'article se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

**Art. 6**

Het bedrag van de door de personeelsleden van het Departement verrichte terugstortingen op de leningen die ten laste van artikel 11.05, Titel I, toegestaan werden, kan worden overgebracht op het krediet van een speciale rekening, geopend op Titel IV — Afzonderlijke sectie — te beheren door de rekenplichtige van de sociale dienst ten einde opnieuw gebruikt te worden in de vorm van leningen.

**Art. 7**

In afwijking van artikel 6, § 1, 2<sup>o</sup> van de wet van 29 maart 1976, wordt de Rijkssubsidie aan het stelsel van gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen, voor het begrotingsjaar 1989 en aan index 135,3 (basis 1981 = 100), vastgesteld op 4 930,6 miljoen.

**Art. 8**

Met betrekking tot de begrotingsartikelen ten laste waarvan bestellingen mogen worden gedaan door toedoen van het C.B.B., is de Minister van Middenstand gemachtigd om provisionele stortingen uit te voeren ten bate van artikel 63.01.A van het C.B.B. bij middel van ordonnanties van betaling door overschrijving in de schriften van de Thesaurie.

**Afzonderlijke sectie (Titel IV)****Art. 9**

De verrichtingen op de speciale fondsen, opgenomen in Titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, worden geraamd op 304 500 000 F voor de ontvangsten en op 304 500 000 F voor de uitgaven.

**Art. 10**

Worden verleend ten laste van artikel 60.01.A « Fonds voor de Economische Expansie en de Regionale Reconversie », vastleggingsmachtigingen ten belope van 40 100 000 F voor de lopende verrichtingen, ingevolge de herstelwet van 10 februari 1981 inzake de Middenstand en de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering.

Elke verbintenis in deze hoofde aan te gaan wordt onderworpen aan het visum van de controleur der vastleggingen en aan het Rekenhof volgens de desbetreffende reglementering.

**Art. 11**

De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen en rekeningen ingeschreven in Titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, wordt aangeduid naast het nummer van het artikel dat betrekking heeft op elk dezer.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het voorafgaand visum van het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangeduid.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du Ministre des Finances sont désignés par l'indice B.

Les fonds et les comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

Donné à Bruxelles, le 9 mai 1989.

De fondsen en rekeningen waarop door tussenkomst van de Minister van Financiën wordt beschikt, worden door het teken B aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen die de ontvangsten hebben gedaan, worden door het teken C aangeduid.

Gegeven te Brussel, 9 mei 1989.

**BAUDOUIN**

**BOUDEWIJN**

**PAR LE ROI :**

*Le Ministre des Classes moyennes,*  
M. WATHELET

**VAN KONINGSWEGE :**

*De Minister van Middenstand,*  
M. WATHELET

*Le Ministre du Budget,*  
H. SCHILTZ

*De Minister van Begroting,*  
H. SCHILTZ

*Le Ministre des Finances,*  
Ph. MAYSTADT

*De Minister van Financiën,*  
Ph. MAYSTADT

*Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,*  
P. MAINIL

*De Staatssecretaris voor Middenstand,*  
P. MAINIL

*Le Secrétaire d'Etat aux Petites  
et Moyennes Entreprises,*  
J. DUPRE

*De Staatssecretaris voor de Kleine en  
Middelgrote Ondernemingen,*  
J. DUPRE

[7]

**TABLEAU DE LA LOI**

---

**WETSTABEL**

## TITRE I — DEPENSES COURANTES

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1989		
		* (1)	* (2)	
	A. — CABINETS MINISTERIELS			
	01. Cabinet du Ministre des Classes moyennes			
	CHAPITRE I — DEPENSES DE CONSOMMATION (DEPENSES COURANTES POUR BIENS ET SERVICES)			
	§ 1. Salaires et charges sociales			
11.02	Traitements et indemnités du personnel du Cabinet du Ministre ( <i>pour mémoire</i> ) . . . . .	—	—	
	Total pour le § 1 . . . . .	—	—	
	§ 2. Achat de biens non durables et de services			
12.19	Frais de fonctionnement du Cabinet ( <i>pour mémoire</i> ) . . . . .	—	—	
	Total pour le § 2 . . . . .	—	—	
	Total pour le chapitre I . . . . .	—	—	
	Total pour le Cabinet du Ministre des Classes moyennes . . . . .	—	—	
	02. Cabinet du Vice-Premier Ministre, Ministre du Plan et adjoint à la Communauté française			
	CHAPITRE I — DEPENSES DE CONSOMMATION (DEPENSES COURANTES POUR BIENS ET SERVICES)			
	§ 2. Achat de biens non durables et de services			
12.19	Frais de fonctionnement du Cabinet ( <i>pour mémoire</i> ) . . . . .	—	—	
	Total pour le § 2 . . . . .	—	—	
	Total pour le chapitre I . . . . .	—	—	
	Total pour le Cabinet du Vice-Premier Ministre, Ministre du Plan et adjoint à la Communauté française . . . . .	—	—	

(\*) 1989 = Crédits : (1) avant réforme de l'Etat.

(2) après réforme de l'Etat.

1988 = Crédits ajustés. Entre parenthèses : crédits supplémentaires pour années antérieures.

1987 = Ordonnancements sur les crédits de l'année en cours et sur les crédits reportés de l'année précédente (caractéristiques 1 + 3). Entre parenthèses : ordonnancements sur crédits pour créances d'années antérieures et sur crédits reportés pour créances d'années antérieures (caractéristiques 2 + 4).

## TITEL I — LOPENDE UITGAVEN

(In miljoenen frank)

1988 (*)	1987 (*)	TEKSTEN	Art.
		<b>A. — MINISTERIELE KABINETTEN</b>	
		<b>01. Kabinet van de Minister van Middenstand</b>	
		<b>HOOFDSTUK I. — CONSUMPTIEVE BESTEDINGEN (LOPENDE UITGAVEN VOOR GOEDEREN EN DIENSTEN)</b>	
		<b>§ 1. Lonen en sociale lasten</b>	
—	— (0,5)	Jaarweddelen en vergoedingen van het personeel van het Kabinet ( <i>pro memoria</i> ). . . . .	11.02
—	— (0,5)	<b>Totaal voor § 1.</b>	
		<b>§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten</b>	
		Werkingskosten van het Kabinet ( <i>pro memoria</i> ). . . . .	12.19
—	— (0,1)	<b>Totaal voor § 2.</b>	
—	— (0,6)	<b>Totaal voor hoofdstuk I.</b>	
—	— (0,6)	<b>Totaal voor het Kabinet van de Minister van Middenstand.</b>	
		<b>02. Kabinet van de Vice-Eerste Minister, Minister van het Plan en adjunct voor de Franse Gemeenschap</b>	
		<b>HOOFDSTUK I — CONSUMPTIEVE BESTEDINGEN (LOPENDE UITGAVEN VOOR GOEDEREN EN DIENSTEN)</b>	
		<b>§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten</b>	
—	— (0,1)	Werkingskosten van het Kabinet ( <i>pro memoria</i> ). . . . .	12.19
—	— (0,1)	<b>Totaal voor § 2.</b>	
—	— (0,1)	<b>Totaal voor hoofdstuk I.</b>	
—	— (0,1)	<b>Totaal voor het Kabinet van de Vice-Eerste Minister, Minister van het Plan en adjunct voor de Franse Gemeenschap.</b>	

(\*) 1989 = Kredieten : (1) vóór de Staatshervorming  
(2) na de Staatshervorming.

1988 = Aangepaste kredieten. Tussen haakjes bijkredieten voor vroegere jaren.

1987 = Ordonnanceringen op de kredieten van het lopend jaar en op de kredieten overgedragen van het vorig jaar (karakteristieken 1 + 3). Tussen haakjes : ordonnanceringen op kredieten voor schuldvorderingen van vroegere jaren en op overgedragen kredieten voor schuldvorderingen van vroegere jaren (karakteristieken 2 + 4).

## TITRE I — DEPENSES COURANTES

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1989		
		* (1)	* (2)	
	<b>03. Cabinet du Ministre des Classes moyennes</b>			
	<b>CHAPITRE I — DEPENSES DE CONSOMMATION (DEPENSES COURANTES POUR BIENS ET SERVICES)</b>			
	<b>§ 1. Salaires et charges sociales</b>			
11.01	Traitements et frais de représentation du Ministre ( <i>pour mémoire</i> ) . . . . .	—	—	
11.02	Traitements et indemnités du personnel du Cabinet du Ministre ( <i>pour mémoire</i> ) . . . . .	—	—	
	<b>Total pour le § 1 . . . . .</b>	—	—	
	<b>§ 2. Achats de biens non durables et de services</b>			
12.06	Loyer des biens immobiliers occupés par le Cabinet, en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments. — Impôts grevant les bâtiments, propriété de l'Etat ou loués par lui, en ce compris le remboursement d'impôts à la Régie des Bâtiments ( <i>pour mémoire</i> ) . . . . .	—	—	
12.07	Frais de premier établissement du Cabinet (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, etc.) ( <i>pour mémoire</i> ) . . . . .	—	—	
12.19	Frais de fonctionnement du Cabinet ( <i>pour mémoire</i> ) . . . . .	—	—	
	<b>Total pour le § 2 . . . . .</b>	—	—	
	<b>Total pour le chapitre I . . . . .</b>	—	—	
	<b>Total pour le Cabinet du Ministre des Classes moyennes . . . . .</b>	—	—	
	<b>11. Cabinet du Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes</b>			
	<b>CHAPITRE I — DEPENSES DE CONSOMMATION (DEPENSES COURANTES POUR BIENS ET SERVICES)</b>			
	<b>§ 1. Salaires et charges sociales</b>			
11.01	Traitements et frais de représentation du Secrétaire d'Etat . . . . .	1,7	1,7	
11.02	Traitements et indemnités du personnel du Cabinet du Secrétaire d'Etat . . . . .	37,8	37,8	
	<b>Total pour le § 1 . . . . .</b>	39,5	39,5	
	<b>§ 2. Achats de biens non durables et de services</b>			
12.06	Loyer des biens immobiliers occupés par le Cabinet, en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments. — Impôts grevant les bâtiments, propriété de l'Etat ou loués par lui, en ce compris le remboursement d'impôts à la Régie des Bâtiments.	11,0	11,0	

(\*) Le texte des renvois figure en bas de la première page du tableau de la loi.

## TITEL I — LOPENDE UITGAVEN

(In miljoenen frank)

1988 (*)	1987 (*)	TEKSTEN	Art.
		<b>03. Kabinet van de Minister van Middenstand</b>	
		<b>HOOFDSTUK I. — CONSUMPTIEVE BESTEDINGEN (LOPENDE UITGAVEN VOOR GOEDEREN EN DIENSTEN)</b>	
		<b>§ 1. Lonen en sociale lasten</b>	
1,0	2,0	Jaarwedge en representatiekosten van de Minister ( <i>pro memoria</i> ). . . . .	11.01
17,7 (0,6)	30,0 (5,8)	Jaarwedden en vergoedingen van het personeel van het Kabinet van de Minister ( <i>pro memoria</i> ). . . . .	11.02
18,7 (0,6)	32,0 (5,8)	<b>Totaal voor § 1.</b>	
		<b>§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten</b>	
3,8 (0,6)	5,8	Huur van onroerende goederen in gebruik door het Kabinet, met inbegrip van de aan de Regie der Gebouwen verschuldigde huurgelden, retributies en vergoedingen. — Belastingen slaande op gebouwen van het Rijk of door hem gehuurd, met inbegrip van de terugbetaling van belastingen aan de Regie der Gebouwen ( <i>pro memoria</i> ). . . . .	12.06
—	0,6	Kosten van eerste inrichting van het Kabinet (werken en leveringen voor inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingenkosten, enz.) ( <i>pro memoria</i> ). . . . .	12.07
8,5 (2,1)	13,7	Werkingskosten van het Kabinet ( <i>pro memoria</i> ). . . . .	12.19
12,3 (2,7)	20,1	<b>Totaal voor § 2.</b>	
31,0 (3,3)	52,1 (5,8)	<b>Totaal voor hoofdstuk I.</b>	
31,0 (3,3)	52,1 (5,8)	<b>Totaal voor het Kabinet van de Minister van Middenstand.</b>	
		<b>11. Kabinet van de Staatssecretaris voor Middenstand</b>	
		<b>HOOFDSTUK I — CONSUMPTIEVE BESTEDINGEN (LOPENDE UITGAVEN VOOR GOEDEREN EN DIENSTEN)</b>	
		<b>§ 1. Lonen en sociale lasten</b>	
1,0	—	Jaarwedge en representatiekosten van de Staatssecretaris . . . . .	11.01
24,9	0,6 (1,8)	Jaarwedden en vergoedingen van het personeel van het Kabinet van de Staatssecretaris . . . . .	11.02
25,9	0,6 (1,8)	<b>Totaal voor § 1.</b>	
		<b>§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten</b>	
5,5	—	Huur van onroerende goederen in gebruik door het Kabinet, met inbegrip van de aan de Regie der Gebouwen verschuldigde huurgelden, retributies en vergoedingen. — Belastingen slaande op gebouwen van het Rijk of door hem gehuurd met inbegrip van de terugbetaling van belastingen aan de Regie der Gebouwen.	12.06

(\*) De tekst van de verwijzingen bevindt zich onderaan de eerste bladzijde van de wetstabel.

## TITRE I — DEPENSES COURANTES

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1989	
		* (1)	* (2)
12.07	Frais de premier établissement du Cabinet (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, etc.) ( <i>pour mémoire</i> ) . . . . .	—	—
12.19	Frais de fonctionnement du Cabinet . . . . .	8,6	8,6
	<b>Total pour le § 2 . . . . .</b>	<b>19,6</b>	<b>19,6</b>
	<b>Total pour le chapitre I . . . . .</b>	<b>59,1</b>	<b>59,1</b>
	<b>Total pour le Cabinet du Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes . . . . .</b>	<b>59,1</b>	<b>59,1</b>
	<b>Total A (dépenses courantes) — Ensemble des Cabinets . . . . .</b>	<b>59,1</b>	<b>59,1</b>
<b>B. — ENSEMBLE DU DEPARTEMENT</b>			
<b>CHAPITRE I — DEPENSES DE CONSOMMATION (DEPENSES COURANTES POUR BIENS ET SERVICES)</b>			
	<b>§ 1. Salaires et charges sociales</b>		
11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les indemnités pour l'exercice de fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service) . . . . .	268,5	263,3
11.04	Allocations généralement quelconques au personnel de l'Etat . . . . .	0,5	0,5
11.05	Dépenses diverses de service social autres que les achats de biens patrimoniaux <sup>(1)</sup> . . . . .	3,5	3,5
	<b>Total pour le § 1 . . . . .</b>	<b>272,5</b>	<b>267,3</b>
	<b>§ 2. Achat de biens non durables et de services</b>		
12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes étrangères aux Administrations de l'Etat. — Rémunération d'experts étrangers à l'Administration et prestations de tiers <sup>(2)</sup> . . . . .	6,4	6,3
12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. — Fournitures de biens et de services : frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du Département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration . . . . .	46,8	46,2
12.03	Dépenses de consommation énergétique : mazout, gaz, essence, électricité, charbon . . . . .	7,3	7,3
12.04	Location d'installations mécanographiques ( <i>pour mémoire</i> ) . . . . .	—	—
12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel de l'Etat pour charges réelles et dégâts matériels ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de l'Etat-employeur dans le prix des abonnements sociaux) . . . . .	10,2	9,7

<sup>(\*)</sup> Le texte des renvois figure en bas de la première page du tableau de la loi.<sup>(1)</sup> Voir également l'article 6 du texte de la loi.<sup>(2)</sup> Voir également l'article 5 du texte de la loi.

## TITEL I — LOPENDE UITGAVEN

(In miljoenen frank)

1988 (*)	1987 (*)	TEKSTEN	Art.
—	0,4	Kosten van eerste inrichting van het Kabinet (werken en leveringen voor inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingenkosten, enz.) ( <i>pro memoria</i> ).	12.07
5,5	1,6 (1,5)	Werkingskosten van het Kabinet . . . . .	12.19
11,0	2,0 (1,5)	<b>Totaal voor § 2.</b>	
36,9	2,6 (3,3)	<b>Totaal voor hoofdstuk I.</b>	
36,9	2,6 (3,3)	<b>Totaal voor het Kabinet van de Staatssecretaris voor Middenstand.</b>	
67,9 (3,3)	54,7 (9,8)	<b>Totaal A (lopende uitgaven) — Geheel van de Kabinetten.</b>	
<b>B. — GEHEEL VAN HET DEPARTEMENT</b>			
<b>HOOFDSTUK I. — CONSUMPTIEVE BESTEDINGEN (LOPENDE UITGAVEN VOOR GOEDEREN EN DIENSTEN)</b>			
§ 1. <b>Lonen en sociale lasten</b>			
264,9	261,0 (5,6)	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de vergoedingen voor de uitoefening van hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — inbegrepen de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden —, alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door werkongeval getroffen).	11.03
0,5	0,3 (0,2)	Allerhande toelagen aan het Rijkspersoneel . . . . .	11.04
3,5	2,5 (0,1)	Allerhande uitgaven voor maatschappelijk dienstbetoon andere dan aankoop van vermogensgoederen <sup>(1)</sup>	11.05
268,9	263,8 (5,9)	<b>Totaal voor § 1.</b>	
§ 2. <b>Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten</b>			
6,4	5,5 (0,1)	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de Rijksdiensten behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden <sup>(2)</sup> .	12.01
44,2 (2,7)	46,7 (1,4)	Verbruiksuitgaven in verband met het betrekken van de lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud. — Leveringen van goederen en diensten : bureaakosten, vervoer, belastingen, vergoedingen, publikaties van het Departement, beroepsopleiding, kledij en andere administratieve uitgaven.	12.02
8,4	7,5	Uitgaven voor energieverbruik : stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen . . . . .	12.03
5,0	6,3	Huur van mechanografische installaties ( <i>pro memoria</i> ) . . . . .	12.04
9,7	8,7	Allerhande vergoedingen aan het Rijkspersoneel voor werkelijke lasten en materiële schade alsook de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de Staat-werkgever in de prijs van de sociale abonnementen).	12.05

<sup>(\*)</sup> De tekst van de verwijzingen bevindt zich onderaan de eerste bladzijde van de wetstabel.<sup>(1)</sup> Zie ook het artikel 6 in de wettekst.<sup>(2)</sup> Zie ook het artikel 5 in de wettekst.

## TITRE I — DEPENSES COURANTES

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1989		
		* (1)	* (2)	
12.06	Loyer des biens immobiliers des divers services du Département, en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments. — Impôts grevant les bâtiments, propriété de l'Etat ou loués par lui, en ce compris le remboursement d'impôts à la Régie des Bâtiments . . . . .	42,1	42,1	
12.07	Frais exceptionnels de services et d'acquisitions de biens non durables (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, etc.) . . . . .	1,0	1,0	
12.20	Acquisition de matériel, décosations spéciales, médailles, diplômes en faveur des Classes moyennes ( <i>pour mémoire</i> ) . . . . .	—	—	
12.21	Frais de participation à des expositions diverses dans le pays et à l'étranger. — Organisation d'expositions, de conférences et de concours . . . . .	0,6	0,6	
12.22	Frais d'administration résultant d'examsens médicaux effectués par l'I.N.A.M.I pour compte du Ministère des Classes moyennes . . . . .	2,2	2,2	
	<b>Total pour le § 2 . . . . .</b>	<b>116,6</b>	<b>115,4</b>	
	<b>Total pour le chapitre I . . . . .</b>	<b>389,1</b>	<b>382,7</b>	
 <b>CHAPITRE III — TRANSFERTS DE REVENUS A D'AUTRES SECTEURS</b>				
32.01	Subventions à la commission nationale des Métiers d'art, à ses commissions spécialisées et subventions à tous autres organismes chargés par elle de missions en matière d'art . . . . .	1,8	—	
32.03	Paiement à la Caisse nationale de Crédit professionnel du solde déficitaire du Fonds de garantie (art. 25, loi du 4 août 1978) . . . . .	200,0	200,0	
32.04	Paiement au Fonds de participation créé au sein de la Caisse nationale de Crédit professionnel d'une partie des charges d'intérêts des emprunts contractés par ce Fonds et des frais administratifs y afférents (art. 26, loi du 2 juillet 1986, <i>Moniteur belge</i> du 8 juillet 1986). . . . .	8,7	8,7	
33.01	Indemnités diverses à des tiers devant découler de l'engagement de la responsabilité de l'Etat à l'égard d'actes commis par ses organes et ses préposés . . . . .	0,3	0,3	
34.01	Promotion des P.M.E. au niveau international. ( <i>pour mémoire</i> ) . . . . .	—	—	
	<b>Total pour le chapitre III . . . . .</b>	<b>210,8</b>	<b>209,0</b>	
 <b>CHAPITRE IV — TRANSFERTS DE REVENUS A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC</b>				
41.01	Subvention à l'Institut économique et social des Classes moyennes . . . . .	139,9	83,9	
41.02	Subvention au Conseil supérieur des Classes moyennes et aux Chambres des Métiers et Négociés . . . . .	89,5	89,5	
41.03	Transfert au Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale . . . . .	300,0	204,7	

<sup>(\*)</sup> Le texte des renvois figure en bas de la première page du tableau de la loi.

## TITEL I — LOPENDE UITGAVEN

(In miljoenen frank)

	1988 (*)	1987 (*)	TEKSTEN	Art.
	57,1	82,4 (8,2)	Huur van onroerende goederen van de verschillende diensten van het Departement, met inbegrip van de aan de Regie der Gebouwen verschuldigde huurgelden, retributies en vergoedingen. — Belastingen slaande op de gebouwen van het Rijk of door hem gehuurd, met inbegrip van de terugbetaling van belastingen aan de Regie der Gebouwen.	12.06
	2,1	1,1	Uitzonderingsuitgaven voor diensten en voor aankopen van niet-duurzame goederen (werken en leveringen voor inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingskosten, enz.).	12.07
	0,1	0,1	Aankoop van materieel, bijzondere eretekens, medailles, diploma's ten voordele van de Middenstand ( <i>pro memoria</i> ).	12.20
	0,6	0,4	Kosten van deelname aan diverse tentoonstellingen in binnen- en buitenland. — Organisatie van tentoonstellingen, congressen en wedstrijden.	12.21
	2,2	2,1 (0,3)	Administratiekosten wegens medische onderzoeken door het R.I.Z.I.V. voor rekening van het Ministerie van Middenstand verricht.	12.22
	135,8 (2,7)	160,8 (10,0)	<b>Totaal voor § 2.</b>	
	404,7 (2,7)	424,6 (15,9)	<b>Totaal voor hoofdstuk I.</b>	
			<b>HOOFDSTUK III — INKOMENSOVERDRACHTEN AAN ANDERE SECTOREN</b>	
	1,8	0,5	Subsidies aan de Nationale Commissie voor Kunstambachten, aan de gespecialiseerde commissies voor Kunstambachten en subsidies aan alle andere organismen, door haar belast met opdrachten inzake kunstambachten.	32.01
	429,5	554,0	Betaling aan de Nationale Kas voor Beroepskrediet van het debetsaldo van het Waarborgfonds (art. 25, wet van 4 augustus 1978).	32.03
	—	—	Betaling aan het in de schoot van de Nationale Kas voor Beroepskrediet opgericht Participatiefonds van een deel van de rentelast van de door dit Fonds aangegane leningen en van de desbetreffende administratiekosten (art. 26, wet van 2 juli 1986, <i>Belgisch Staatsblad</i> van 8 juli 1986).	32.04
	0,1	—	Allerhande schadevergoedingen aan derden voortvloeiend uit het opnemen door de Staat van zijn verantwoordelijkheid ten overstaan van door zijn organen en door zijn aangeslotenen gepleegde dade[n].	33.01
	0,2	—	Bevordering van de K.M.O.'s op het internationaal vlak ( <i>pro memoria</i> ) . . . . .	34.01
	431,6	554,5	<b>Totaal voor hoofdstuk III.</b>	
			<b>HOOFDSTUK IV — INKOMENSOVERDRACHTEN BINNEN DE SECTOR OVERHEID</b>	
	134,4	134,0	Subsidie aan het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand . . . . .	41.01
	83,9 (3,1)	81,4	Subsidie aan de Hoge Raad voor de Middenstand en aan de Kamers van Ambachten en Neringen.	41.02
	228,7	30,0	Transfer naar het Fonds voor de Economische Expansie en de Regionale Reconversie . .	41.03

(\*) De tekst van de verwijzingen bevindt zich onderaan de eerste bladzijde van de wetstabel.

## TITRE I — DEPENSES COURANTES

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1989		
		* (1)	* (2)	
42.01	Subvention annuelle en vertu de la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants (art. 6) . . . . .	4 930,6	4 930,6	
44.01	Subvention au Comité national de coordination et de concertation de la formation permanente des Classes moyennes . . . . .	24,5	3,1	
	<b>Total pour le chapitre IV . . . . .</b>	<b>5 484,5</b>	<b>5 311,8</b>	
	<b>Total B (dépenses courantes). — Ensemble du Département . . . . .</b>	<b>6 084,4</b>	<b>5 903,5</b>	
	<b>Total pour le Titre I (A + B). — Dépenses courantes . . . . .</b>	<b>6 143,5</b>	<b>5 962,6</b>	

(\*) Le texte des renvois figure en bas de la première page du tableau de la loi.

## TITEL I — LOPENDE UITGAVEN

(In miljoenen frank)

1988 (*)	1987 (*)	TEKSTEN	Art.
4 154,0	6 109,8	Jaarlijkse toelage op grond van de wet van 29 maart 1976 betreffende de gezinsbijslag voor zelfstandigen (art. 6).	42.01
29,2 (1,0)	28,1	Subsidie aan het Nationaal Coördinatie- en Overlegcomité voor Voortdurende Vorming van de Middenstand.	44.01
4 630,2 (4,1)	6 383,3	<b>Totaal voor hoofdstuk IV.</b>	
5 466,5 (6,8)	7 362,4 (15,9)	<b>Totaal B (lopende uitgaven). — Geheel van het Departement.</b>	
5 534,4 (10,1)	7 417,1 (25,7)	<b>Totaal voor Titel I (A + B.). — Lopende uitgaven.</b>	

(\*) De tekst van de verwijzingen bevindt zich onderaan de eerste bladzijde van de wetstabel.

## TITRE II – DEPENSES DE CAPITAL

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1989		
		* (1)	* (2)	
	<b>PARTIE I</b>			
	<b>Crédits destinés à la réalisation du programme d'investissements</b>			
	<b>B. – ENSEMBLE DU DEPARTEMENT</b>			
	<b>CHAPITRE VII – INVESTISSEMENTS (CIVILS)</b>			
74.01	Achat de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre . . . . .	2,9	2,9	
	<b>Total pour le chapitre VII . . . . .</b>	2,9	2,9	
	<b>Total pour la partie I – B. – Ensemble du Département . . . . .</b>	2,9	2,9	
	<b>Total pour la partie I. – Crédits destinés à la réalisation du programme d'investissement . . . . .</b>	2,9	2,9	
	<b>PARTIE II</b>			
	<b>Crédits non destinés à la réalisation du programme d'investissements</b>			
	<b>A. – CABINETS MINISTERIELS</b>			
	<b>03. Cabinet du Ministre des Classes moyennes</b>			
	<b>CHAPITRE VII – INVESTISSEMENTS (CIVILS)</b>			
74.01	Dépenses patrimoniales du Cabinet du Ministre ( <i>pour mémoire</i> ) . . . . .	—	—	
	<b>Total pour le chapitre VII . . . . .</b>	—	—	
	<b>Total pour le Cabinet du Ministre des Classes moyennes . . . . .</b>	—	—	
	<b>11. Cabinet du Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes</b>			
	<b>CHAPITRE VII – INVESTISSEMENTS (CIVILS)</b>			
74.01	Dépenses patrimoniales du Cabinet du Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes . . . . .	0,6	0,6	
	<b>Total pour le chapitre VII . . . . .</b>	0,6	0,6	
	<b>Total pour le Cabinet du Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes . . . . .</b>	0,6	0,6	
	<b>Total pour la partie II – A. – Cabinets ministériels . . . . .</b>	0,6	0,6	

(\*) Le texte des renvois figure en bas de la première page du tableau de la loi.

**TITEL II -- KAPITAALUITGAVEN**

(In miljoenen frank)

	1988 (*)	1987 (*)	TEKSTEN	Art.
			<b>DEEL I</b>	
			<b>Kredieten bestemd voor de uitvoering van het investeringsprogramma</b>	
			<b>B. -- GEHEEL VAN HET DEPARTEMENT</b>	
			<b>HOOFDSTUK VII – INVESTERINGEN (CIVIELE)</b>	
2,9	1,6		Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land . . . . .	74.01
2,9	1,6		<b>Totaal voor hoofdstuk VII.</b>	
2,9	1,6		<b>Totaal voor deel I -- B. -- Geheel van het Departement.</b>	
2,9	1,6		<b>Totaal voor deel I. -- Kredieten bestemd voor de uitvoering van het investeringsprogramma.</b>	
			<b>DEEL II</b>	
			<b>Kredieten niet bestemd voor de uitvoering van het investeringsprogramma</b>	
			<b>A. -- MINISTERIELE KABINETTEN</b>	
			<b>03. Kabinet van de Minister van Middenstand</b>	
			<b>HOOFDSTUK VII – INVESTERINGEN (CIVIELE)</b>	
0,1	0,7		Vermogensuitgaven van het Kabinet van de Minister ( <i>pro memorie</i> ) . . . . .	74.01
0,1	0,7		<b>Totaal voor hoofdstuk VII.</b>	
0,1	0,7		<b>Totaal voor het Kabinet van de Minister van Middenstand.</b>	
			<b>11. Kabinet van de Staatssecretaris voor Middenstand</b>	
			<b>HOOFDSTUK VII – INVESTERINGEN (CIVIELE)</b>	
0,6	0,3		Vermogensuitgaven van het Kabinet van de Staatssecretaris voor Middenstand . . . . .	74.01
0,6	0,3		<b>Totaal voor hoofdstuk VII.</b>	
0,6	0,3		<b>Totaal voor het Kabinet van de Staatssecretaris voor Middenstand.</b>	
0,7	1,0		<b>Totaal voor deel II -- A. -- Ministeriële Kabinetten.</b>	

(\*) De tekst van de verwijzingen bevindt zich onderaan de eerste bladzijde van de wetstabel.

## TITRE II — DEPENSES DE CAPITAL

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1989				
		* (1)	* (2)			
<b>B. — ENSEMBLE DU DEPARTEMENT</b>						
<b>CHAPITRE VI — TRANSFERTS DE CAPITAUX A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC</b>						
61.01	Prise en charge de l'amortissement du capital emprunté par la Chambre des Métiers et Négocios de Namur en vue de l'achat d'un plateau de bureaux . . . . .	0,4	0,4			
61.02	Prise en charge de l'amortissement du capital emprunté par la Chambre des Métiers et Négocios du Limbourg en vue de l'achat d'un immeuble . . . . .	0,3	0,3			
61.03	Prise en charge de l'amortissement du capital emprunté par la Chambre des Métiers et Négocios d'Anvers en vue de l'achat d'un immeuble . . . . .	0,3	0,3			
61.04	Prise en charge de l'amortissement du capital emprunté par la Chambre des Métiers et Négocios du Hainaut en vue de l'achat de locaux . . . . .	0,3	0,3			
62.01	Prise en charge d'emprunts utilisés pour l'amortissement de la dette cumulée du régime des pensions des indépendants . . . . .	1 200,0	1 200,0			
	<b>Total pour le chapitre VI . . . . .</b>	1 201,3	1 201,3			
<b>CHAPITRE VIII — OCTROIS DE CREDITS ET PARTICIPATIONS</b>						
84.03	Dépenses pour l'organisation des premières élections des membres des organes des Instituts prévus par la loi du 1 <sup>er</sup> mars 1976, réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services . . . . .	1,8	1,8			
	<b>Total pour le chapitre VIII . . . . .</b>	1,8	1,8			
	<b>Total pour la partie II — B — (Ensemble du département). —</b>	1 203,1	1 203,1			
	<b>Total pour la partie II — Crédits non destinés à la réalisation du programme d'investissements) . . . . .</b>	1 203,7	1 203,7			
	<b>Total pour le Titre II (partie I + partie II) . . . . .</b>	1 206,6	1 206,6			
	<b>Total pour le budget du Ministère des Classes moyennes . . . . .</b>	7 350,1	7 169,2			

(\*) Le texte des renvois figure en bas de la première page du tableau de la loi.

## TITEL II — KAPITAALUITGAVEN

(In miljoenen frank)

	1988 (*)	1987 (*)	TEKSTEN	Art.
			<b>B. — GEHEEL VAN HET DEPARTEMENT</b>	
			<b>HOOFDSTUK VI — VERMOGENSOVERDRACHTEN BINNEN DE SECTOR OVERHEID</b>	
0,4	0,3		Ten laste nemen van de delging van het kapitaal ontleend door de Kamer van Ambachten en Neringen van Namen met het oog op de aankoop van een verdieping bureaus.	61.01
0,3	0,3		Ten laste nemen van de delging van het kapitaal ontleend door de Kamer van Ambachten en Neringen van Limburg met het oog op de aankoop van een pand.	61.02
0,3	0,2		Ten laste nemen van de delging van het kapitaal ontleend door de Kamer van Ambachten en Neringen van Antwerpen met het oog op de aankoop van een pand.	61.03
0,3	0,2		Ten laste nemen van de delging van het kapitaal ontleend door de Kamer van Ambachten en Neringen van Henegouwen met het oog op de aankoop van lokalen.	61.04
1 200,0	2 400,0		Ten laste nemen van leningen aangewend tot aflossing van de gecumuleerde schuld van pensioenregeling der zelfstandigen.	62.01
1 201,3	2 401,0		<b>Totaal voor hoofdstuk VI.</b>	
			<b>HOOFDSTUK VIII — KREDIETVERLENINGEN EN DEELNEMINGEN</b>	
0,5	—		Uitgaven voor de organisatie van de eerste verkiezingen van de leden van de organen van de Instituten voorzien door de wet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen.	84.03
0,5	—		<b>Totaal voor hoofdstuk VIII.</b>	
1 201,8	2 401,0		<b>Totaal voor deel II — B — Geheel van het departement.</b>	
1 202,5	2 402,0		<b>Totaal voor deel II — Kredieten niet bestemd voor de uitvoering van het investeringsprogramma.</b>	
1 205,4	2 403,6		<b>Totaal voor Titel II (deel I + deel II).</b>	
6 739,8 (10,1)	9 820,7 (25,7)		<b>Totaal voor de begroting van het Ministerie van Middenstand.</b>	

(\*) De tekst van de verwijzingen bevindt zich onderaan de eerste bladzijde van de wetstabel.

## TITRE IV — SECTION PARTICULIERE

(En millions de francs)

Art.	Littera	Mode de disposition	LIBELLES	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1989 — <i>Saldo op 1 januari 1989</i>	Recettes de l'année — <i>Ontvangsten van het jaar</i>
			Section I		
			<b>Dépenses de l'Etat sur ressources affectées</b>		
			CHAPITRE I		
			<b>FONDS ALIMENTES PRINCIPALEMENT PAR DES CREDITS BUDGETAIRES</b>		
60 (87)	01	A	Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (arrêté royal n° 1 du 18 avril 1967) (transfert de l'art. 41.03, Titre I) . . . . .	—	300,0
			CHAPITRE II		
			<b>FONDS DE REMPLI DE CREDITS BUDGETAIRES</b>		
63 (17)	01	C	Caisse de prêts aux agents en activité de service, aux pensionnés et à leur veuve bénéficiant d'une pension de survie (arrêté du Régent du 26 juin 1947 et arrêté ministériel du 1 <sup>er</sup> décembre 1948) . . . . .	0,1	0,3
			CHAPITRE III		
			<b>FONDS ALIMENTES PAR DES RESSOURCES PARTICULIERES</b>		
66 (44)	01	C	Fonds spécial destiné au paiement des rémunérations et des frais des organes de contrôle de l'Etat auprès des organismes d'intérêt public soumis aux lois du 10 juin 1937 et du 16 mars 1954, ainsi qu'auprès de tous les autres organismes parastataux . . . . .	—	1,7
			Section II		
			<b>Services de l'Etat soumis à des règles de gestion particulière</b>		
			CHAPITRE I		
			<b>SERVICES DE L'ETAT A GESTION SEPARÉE</b>		
70 (10)	01	C	Restaurants et réfectoires . . . . .	0,1	2,5
			Totaux pour le Titre IV. — Section particulière . . .	0,2	304,5

## TITEL IV — AFZONDERLIJKE SECTIE

(In miljoenen frank)

Dépenses de l'année — <i>Uitgaven van het jaar</i>	Solde au 31 décembre 1989 — <i>Saldo op 31 december 1989</i>	TEKSTEN	Art.	Littera	Wijze van beschikking
		<b>Sectie I</b>			
		<b>Staatsuitgaven op inkomsten met speciale bestemming</b>			
		HOOFDSTUK I			
		<b>FONDSEN VOORNAMELIJK GESTIJFD DOOR BEGROTINGSKREDIETEN</b>			
300,0	—	Fonds voor de economische expansie en voor regionale reconversie (koninglijk besluit nr. 1 van 18 april 1967) (transfer van art. 41.03, Titel I).	60 (87)	01	A
		HOOFDSTUK II			
		<b>WEDERBELEGGINGSFONDSEN VAN BEGROTINGSKREDIETEN</b>			
0,3	0,1	Leningsfonds voor de personeelsleden in actieve dienst, aan de gepensioneerden en aan hun weduwe, rechthebbende op een overlevingspensioen (besluit van de Regent van 26 juni 1947 en ministerieel besluit van 1 december 1948).	63 (17)	01	C
		HOOFDSTUK III			
		<b>FONDSEN GESTIJFD DOOR BIJZondere INKOMSTEN</b>			
1,7	—	Speciaal fonds bestemd tot het uitkeren van de bezoldigingen en de onkosten van de controle-organen van de Staat bij de instellingen van openbaar nut, onderworpen aan de wetten van 10 juni 1937 en 16 maart 1954, alsmede bij alle andere parastatale instellingen.	66 (44)	01	C
		<b>Sectie II</b>			
		<b>Staatsdiensten aan bijzondere beheersregelen onderworpen</b>			
		HOOFDSTUK I			
		<b>STAATSDIENSTEN MET AFZONDERLIJK BEHEER</b>			
2,5	0,1	Restaurants en refeters . . . . .	70 (10)	01	C
304,5	0,2	<b>Totalen voor Titel IV. — Afzonderlijke sectie.</b>			

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 9 mai 1989.

Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van  
9 mei 1989.

**BAUDOUIN**

**BOUDEWIJN**

**PAR LE ROI :**

*Le Ministre des Classes moyennes,*

M. WATHELET

**VAN KONINGSWEGE :**

*De Minister van Middenstand,*

M. WATHELET

*Le Ministre du Budget,*

H. SCHILTZ

*De Minister van Begroting,*

H. SCHILTZ

*Le Ministre des Finances,*

Ph. MAYSTADT

*De Minister van Financiën,*

Ph. MAYSTADT

*Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,*

P. MAINIL

*De Staatssecretaris voor Middenstand,*

P. MAINIL

*Le Secrétaire d'Etat aux Petites  
et Moyennes Entreprises,*

J. DUPRE

*De Staatssecretaris voor de Kleine  
en Middelgrote Ondernemingen,*

J. DUPRE

**REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES LEGAUX POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1989  
ENTRE LES ALLOCATIONS DE BASE**

**VERDELING VAN DE WETTELIJKE BEGROTINGSKREDIETEN VOOR HET  
BEGROTINGSJAAR 1989 OVER DE BASISALLOCATIES**

(En millions de francs — *In miljoenen frank*)

Article légal <i>Wettelijk artikel</i>		Répartition entre les allocations de base <i>Verdeling over de basisallocaties</i>				
Division <i>Afdeling</i>	Article <i>Artikel</i>	Crédits non dissociés <i>Niet gesplitste kredieten</i>	Crédits d'ordonnancement <i>Ordonnancings-kredieten</i>	Crédits d'engagement <i>Vastleggings-kredieten</i>	Division et programme <i>Afdeling en programma</i>	Article <i>Artikel</i>

**TITRE I — Dépenses courantes — TITEL I — *Lopende uitgaven***

**A. — Cabinets. — *Kabinetten***

01	11.02	—			01/0	11.02.01.24
01	12.19	—			01/0	12.19.02.85
02	12.19	—			02/0	12.19.02.15
03	11.01	—			03/0	11.01.01.75
03	11.02	—			03/0	11.02.01.78
03	12.06	—			03/0	12.06.03.04
03	12.07	—			03/0	12.07.02.06
03	12.19	—			03/0	12.19.02.42
11	11.01	1,7			11/0	11.01.01.97
11	11.02	37,8			11/0	11.02.01.03
11	12.06	11,0			11/0	12.06.03.26
11	12.07	—			11/0	12.07.02.28
11	12.19	8,6			11/0	12.19.02.64
Total A. — <i>Totaal A.</i>		59,1				

**B. — Ensemble du département. — *Geheel van het departement***

00	11.03	74,4			40/0	11.03.01.13
		—			40/1	11.03.10.22
		7,3			51/0	11.03.01.19
		76,8			52/0	11.03.01.46
		94,2			53/0	11.03.01.73
		10,6			54/0	11.03.01.03
		263,3				
00	11.04	0,5			40/0	11.04.01.16
		—			52/0	11.04.01.49
		—			53/0	11.04.01.76
		0,5				

(En millions de francs — *In miljoenen frank*)

Article légal — <i>Wettelijk artikel</i>		Répartition entre les allocations de base — <i>Verdeling over de basisallocaties</i>				
Division — <i>Afdeling</i>	Article — <i>Artikel</i>	Crédits non dissociés — <i>Niet gesplitste kredieten</i>	Crédits d'ordonnancement — <i>Ordonnancerings-kredieten</i>	Crédits d'engagement — <i>Vastleggings-kredieten</i>	Division et programme — <i>Afdeling en programma</i>	Article — <i>Artikel</i>
00	11.05	3,5			40/0	11.05.01.19
00	12.01	6,3			40/0	12.01.02.17
00	12.02	46,2			40/0	12.02.02.20
00	12.03	7,3			40/0	12.03.03.24
00	12.04	—			40/0	12.04.04.28
		—			40/1	12.04.11.35
	12.04	—				
00	12.05	9,7			40/0	12.05.02.29
00	12.06	42,1			40/0	12.06.03.33
00	12.07	1,0			40/0	12.07.02.35
00	12.20	—			53/0	12.20.02.37
00	12.21	0,6			54/0	12.21.02.67
00	12.22	2,2			53/3	12.22.30.71
00	32.01	—			54/1	32.01.10.01
00	32.03	200,0			54/1	32.03.10.07
00	32.04	8,7			54/1	32.04.10.10
00	33.01	0,3			40/0	33.01.02.12
00	34.01	—			52/0	34.01.02.54
00	41.01	83,9			40/0	41.01.02.84
00	41.02	89,5			52/0	41.02.02.23
00	41.03	204,7			54/1	41.03.10.88
00	42.01	4 930,6			53/2	42.01.20.74
00	42.02	—			53/1	42.02.10.67
00	44.01	3,1			51/0	44.01.02.20
Total B. — <i>Totaal B.</i>		5 903,5				
Total TITRE 1. — <i>Totaal TITEL I.</i>		5 962,6				

(En millions de francs — In miljoenen frank)

Article légal Wettelijk artikel		Répartition entre les allocations de base Verdeling over de basisallocaties				
Division Afdeling	Article Artikel	Crédits non dissociés Niet gesplitste kredieten	Crédits d'ordonnancement Ordonnancierings- kredieten	Crédits d'engagement Vastleggings- kredieten	Division et programme Afdeling en programma	Article Artikel

**TITRE II — Dépenses de capital — TITEL II — Kapitaaluitgaven****Partie I — Deel I**

Crédits destinés à la réalisation du programme d'investissements.  
Kredieten bestemd voor de uitvoering van het investeringsprogramma.

**B. — Geheel van het Departement. — Ensemble du Département.**

00	74.01	2,9			40/0	74.01.06.78
Total B. — Totaal B.		2,9				
Total Partie I. — Totaal Partie I.		2,9				

**Partie II. — Deel II**

Crédits qui ne sont pas destinés à la réalisation du programme d'investissements.  
Kredieten niet bestemd voor de uitvoering van het investeringsprogramma.

**A. — Cabinets. — Kabinetten.**

03	74.01	—			03/0	74.01.06.49
11	74.01	0,6			11/0	74.01.06.71
Total A. — Totaal A.		0,6				

**B. — Ensemble du département. — Geheel van het departement.**

00	61.01	0,4			52/0	61.01.07.92
00	61.02	0,3			52/0	61.02.07.95
00	61.03	0,3			52/0	61.03.07.01
00	61.04	0,3			52/0	61.04.07.04
00	62.01	1 200,0			53/1	62.01.10.34
00	84.03	1,8			52/0	84.03.08.15
Total B. — Totaal B.		1 203,1				
Total Partie II. — Totaal Deel II.		1 203,7				
Total Titre II. — Totaal Titel II.		1 206,6				
Total Classes moyennes. — Totaal Middenstand.		7 169,2				

## PROGRAMME JUSTIFICATIF

### A. — LIGNE POLITIQUE GENERALE

Conformément à l'accord gouvernemental, une attention pri-mordiale est accordée à l'amélioration de l'environnement des PME et à leur besoin de flexibilité. Ce souci s'inscrit dans la définition d'une politique spécifique pour les PME et le respect de leurs caractères propres au niveau des mesures de politique générale.

Il convient de prime abord de permettre à la commission CONFORM de reprendre plus efficacement son action en faveur de la simplification des formalités et contrôles administratifs imposés aux indépendants. Les mesures d'exécution de la loi du 6 juillet 1987 sont prévues à cet effet qui mettront en œuvre des moyens d'actions supplémentaires.

Parmi ces mesures de rationalisation, il importe en premier lieu d'encourager les jeunes à créer leur entreprise puis à embaucher des travailleurs salariés. Il est également urgent d'améliorer les procédures de reprise des entreprises existantes.

Il serait vain cependant de prétendre gérer l'environnement des PME sans se montrer attentif aux effets pratiques des nouvelles réformes institutionnelles. Il faudra donc veiller à ce que la décentralisation de certaines compétences économiques et sociales ne soit pas source de complications nouvelles. A cet égard, des mécanismes de coordination et de concertation devront être mis en place.

A côté de cette dynamique nouvelle du Ministère des Classes moyennes, un effort spécifique dans le domaine de l'information à l'égard des PME, avec éventuel recours à l'informatique, sera entrepris en collaboration avec les différents niveaux administratifs en contact avec ces entreprises.

La garantie d'un environnement favorable aux PME sera aussi recherchée dans les domaines du droit de la concurrence et des pratiques du commerce, du droit commercial et du droit des sociétés. L'examen de ces matières au niveau national devra nécessairement intégrer la perspective européenne qui impose de donner dès à présent aux PME des moyens adaptés à l'accroissement attendu du marché économique. Les formules de coopération entre entreprises constitueront à cet égard un atout majeur.

Le deuxième axe de la politique envisagée s'articule autour des réglementations organisant la vie professionnelle. Dans le domaine de l'accès aux professions dans les PME du commerce et de l'artisanat, une attention toute particulière doit être accordée aux acquis qualitatifs qui sous-tendent la réglementation de certaines professions : l'exigence d'une bonne formation à la gestion et à l'organisation commerciale s'impose pour maintenir la compétitivité des PME à l'échéance de 1992. Cette nécessité est particulièrement urgente dans le commerce de détail. Il y aura lieu d'assurer la nécessaire concordance entre la politique de formation des instances communautaires et celle de l'accès à l'emploi indépendant.

La loi du 13 août 1986 relative à l'exercice des activités ambulantes et ses arrêtés d'exécution ont déjà permis une première actualisation des solutions apportées aux problèmes posés par les activités commerciales effectuées en dehors d'un établissement sédentaire. Il apparaît cependant qu'une tâche complémentaire de clarification s'avère nécessaire pour mieux cerner les interdictions et assurer de meilleures garanties, ceci notamment dans le domaine des ventes itinérantes.

La loi-cadre du 1er mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services, modifiée par la loi du 15 juillet 1985, est à présent opérationnelle. L'examen des requêtes en réglementation déposées par les fédérations intéressées va permettre sa mise en œuvre. L'importance de cet outil légal de promotion qualitative de certaines professions intellectuelles doit s'appré-cier en fonction de celle que prend le secteur tertiaire dans notre économie par le développement des services fournis aux entreprises et aux particuliers. Cette matière devra également s'articuler sur l'application de la Directive européenne relative à la recon-

## VERANTWOORDINGSPROGRAMMA

### A. — ALGEMENE BELEIDSLIJN

Overeenkomstig het regeerakkoord wordt een zeer voorname aandacht besteed aan de verbetering van het KMO-klimaat en aan behoefte van de KMO's aan flexibiliteit. Deze bezorgdheid sluit aan bij de definiëring van een specifiek KMO-beleid en bij de inachtneming van het eigen karakter van deze ondernemingen wanneer maatregelen van algemeen beleid genomen worden.

Eerst en vooral dient de commissie CONFORM de mogelijkheid te krijgen haar werking ter vereenvoudiging van de aan de zelfstandigen opgelegde administratieve formaliteiten en controles op een efficiëntere manier te hernemen. Daartoe zijn maatregelen tot uitvoering van de wet van 6 juli 1987 voorzien, die bijkomende actiemiddelen zullen in toepassing brengen.

Onder die rationaliseringmaatregelen is het vooral van belang om de jongeren aan te moedigen hun eigen onderneming op te richten en dan loontrekenden aan te werven. Eveneens moeten dringend de procedures tot overname van de bestaande ondernemingen worden verbeterd.

Het is evenwel zinloos zich bezig te houden met de verbetering van het KMO-klimaat zonder oog te hebben voor de praktische gevolgen van de nieuwe institutionele hervormingen. Bijgevolg dient ervoor gezorgd te worden dat de decentralisatie van bepaalde economische en sociale bevoegdheden geen nieuwe moeilijkheden met zich mee brengt. Hier toe zullen coördinatie-en overlegmechanismen moeten tot stand gebracht worden.

Naast die nieuwe dynamiek van het Ministerie van Middenstand zal een bijzondere inspanning worden geleverd op het gebied van de informatie wat betreft de KMO's, met eventueel gebruik van de informatica. Dit zou moeten gebeuren in samenwerking met de verschillende administratieve niveaus die in contact staan met die ondernemingen.

De waarborg voor een gunstig KMO-klimaat zal ook worden nastreefd op het gebied van het mededingingsrecht, de handelspraktijken, het handelsrecht en het vennootschapsrecht. Het onderzoek van die materies op nationaal vlak zal noodzakelijkerwijze moeten rekening houden met het Europees perspectief. In dat perspectief moeten van nu af aan, aan de KMO's middelen worden verschafft die aangepast zijn aan de verwachte groei van de economische markt. De samenwerkingsformules tussen de ondernemingen zullen in dat verband een grote troef zijn.

De tweede krachtlijn van het voorziene beleid is afgestemd op de reglementeringen en die het beroepsleven ordenen. Op het gebied van de toegang tot de beroepswerkzaamheden in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen moet bijzondere aandacht worden geschonken aan de kwalitatieve verworvenheden waarop de reglementering van bepaalde beroepen steunt : om met het oog op 1992 de competitiviteit van KMO's te handhaven, is een goede vorming op het gebied van het beheer en de handelorganisatie vereist. Deze noodzaak is bijzonder dringend in de kleinhandel. De nodige overeenstemming tussen het vormingsbeleid van de gemeenschapsinstanties en het beleid van de toegang tot het zelfstandige beroep dient te worden verzekerd.

De wet van 13 augustus 1986 over de uitoefening van de ambulante activiteiten en haar uitvoeringsbesluiten hebben reeds een eerste oplossing gegeven aan de problemen die gesteld werden door handelsactiviteiten die buiten een sedentaire vestiging verricht werden. Nochtans blijkt een bijkomende taak van verduidelijking noodzakelijk om de verbodsbeperkingen beter te omlijnen en om betere waarborgen, onder andere op het gebied van de reizende verkopen, te verzekeren.

De Kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1985, is nu operationeel. Het onderzoek van de verzoekschriften tot reglementering ingediend door de betrokken federaties zal de inwerkingtreding van die wet mogelijk maken. Het belang van dit wettelijk instrument tot de kwalitatieve bevordering van bepaalde intellectuele beroepen moet worden beoordeeld in functie van het belang van de tertiaire sector, door de ontwikkeling van de diensten aan de ondernemingen en de particulieren, in onze economie. Die materie zal eveneens moeten worden

naissance mutuelle des diplômes d'enseignement supérieur sanctionnant une formation professionnelle d'une durée minimale de 3 ans.

Quelque treize années se sont écoulées depuis la mise en application de la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales. La distribution étant un secteur particulièrement dynamique dans notre pays, il convient de faire en sorte que les différents pouvoirs publics impliqués dans l'application de cette loi puissent prendre dans des délais appropriés les décisions attendues par les opérateurs économiques. Il est apparu qu'un certain nombre de procédures doivent être corrigées, en vue d'une application efficace de la loi.

La troisième ligne de force concerne le statut social des indépendants, dont le gouvernement s'est engagé à sauvegarder la viabilité et la spécificité.

Dans le secteur des pensions, le programme dit «de rattrapage», commencé en 1988, sera poursuivi. Un effort particulier sera également développé pour améliorer et promouvoir le système de la pension libre complémentaire.

En matière d'allocations familiales, 1989 sera l'année qui devrait voir se terminer le programme pluriannuel se rapportant à certains suppléments d'âge.

Pour ce qui est des soins de santé, les mesures prises dans le régime général seront également appliquées au secteur des indépendants.

On tiendra compte encore de deux autres préoccupations dans les limites des possibilités du régime. Il s'agirait, d'une part, d'éviter que les coûts fixes forfaitaires engendrés par le système actuel de calcul des cotisations sociales pour les jeunes indépendants débutants, ainsi que les régularisations ultérieures, ne puissent constituer un frein à l'initiative individuelle. D'autre part, l'insuffisance d'une légitime couverture sociale du conjoint aidant sera examinée à la lumière de la Directive CEE de 1986, sur l'application de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes, principalement en matière d'incapacité de travail et de protection de la maternité.

Enfin, la matière relative aux divers instruments de promotion des investissements et d'incitation à l'emploi dans les PME, se situe cette année dans une phase transitoire, consécutive à la réforme en cours de nos institutions. Il reste qu'il appartient à l'autorité nationale de veiller au cadre normatif général, à la simplification et à l'harmonisation de certaines mesures de réduction, d'exonération ou de redistribution des charges sociales visant à stimuler l'emploi dans les PME.

gericht op de toepassing van de Europese Richtlijn betreffende de onderlinge erkenning van de diploma's van hoger onderwijs tot staving van een beroepsopleiding van minimum 3 jaar.

Zowat dertien jaar geleden is de wet van 29 juni 1975 betreffende handelsvestigingen in werking getreden. Daar de distributiesector in ons land bijzonder dynamisch is, moet ervoor worden gezorgd, dat de verschillende bij de toepassing van de wet betrokken overheden de door de ondernemingen afgewachte beslissingen binnen passende termijnen kunnen nemen. Het is gebleken dat, met het oog op een efficiënte toepassing van de wet, een aantal procedures moet worden verbeterd.

De derde krachtlijn heeft betrekking op het sociaal statuut van de zelfstandigen. De regering heeft zich ertoe verplicht er de leefbaarheid en de specificiteit van te vrijwaren.

In de pensioensector zal het zogenaamde «inhaalprogramma», dat in 1988 op gang werd gebracht, worden voortgezet. Een bijzondere inspanning zal eveneens worden geleverd om het systeem van het vrij aanvullend pensioen te verbeteren en te bevorderen.

In 1989 zou inzake gezinsbijslag het meerjarenprogramma met betrekking tot sommige leeftijdsbijslagen worden beëindigd.

Inzake gezondheidszorg zullen de in de algemene regeling getroffen maatregelen ook op de sector der zelfstandigen worden toegepast.

Bovendien wordt ook binnen de mogelijkheden van de regeling rekening gehouden met twee andere bezorgdheden. Enerzijds zou worden getracht te vermijden dat de forfaitaire vaste kosten die voortvloeien uit het huidige berekeningssysteem van de sociale bijdragen voor jonge beginnende zelfstandigen, alsook de latere regularisatie, het individuele initiatief zouden afremmen. Anderzijds, zal de ontoereikendheid van een rechtmatige sociale dekking van de echtgenote-helpster worden onderzocht in het licht van de EEG-Richtlijn van 1986 over de toepassing van gelijke behandeling van man en vrouw, voornamelijk inzake arbeidsongeschiktheid en moederschapsbescherming.

Onderwerpen met betrekking tot de verschillende instrumenten tot bevordering van de investeringen en tot aanwakkering van de tewerkstelling in de KMO's ten slotte, bevinden zich dit jaar in een overgangsfase, die volgt op de aan gang zijnde hervorming van onze instellingen. De nationale overheid moet blijven toezicht houden over het algemene normatieve kader, over de vereenvoudiging en de harmonisatie van sommige maatregelen tot vermindering, vrijstelling of herverdeling van de sociale lasten die de bevordering van de werkgelegenheid in de KMO's tot doel hebben.

**B. — JUSTIFICATION  
PAR DIVISION ORGANIQUE  
ET PAR PROGRAMME D'ACTIVITES**

RECAPITULATION POUR LE BUDGET  
DU MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

(En millions de francs)

**B. — VERANTWOORDING  
PER ORGANISATIEAFDELING  
EN PER ACTIVITEITSPROGRAMMA**

SAMENVATTING VOOR DE BEGROTING VAN  
HET MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

(In miljoenen frank)

Division organique et programmes	C.N.D. + C.O. <sup>(1)</sup> — N.G.K. + O.K. <sup>(1)</sup>			C.E. — V.K. <sup>(2)</sup>			Organisatieafdelingen en programma's
	1989 <sup>(3)</sup>	1988 <sup>(4)</sup>	1987 <sup>(5)</sup>	1989 <sup>(3)</sup>	1988 <sup>(4)</sup>	1987 <sup>(5)</sup>	
<b>Division 01. Cabinet du Ministre des Classes moyennes :</b>							
0 Fonctionnement du Cabinet . . .	—	—	— (0,6)	—	—	—	Afdeling 01. Kabinet van de Minister van Middenstand : 0 Werking van het Kabinet.
Totaux pour la division 01.	—	—	— (0,6)	—	—	—	Totalen voor afdeling 01.
<b>Division 02. Cabinet du Vice-Premier Ministre, Ministre du Plan et Adjoint à la Communauté française :</b>							
0 Fonctionnement du Cabinet . . .	—	—	— (0,1)	—	—	—	Afdeling 02. Kabinet van de Vice-Eerste Minister, Minister van het Plan en Adjunct voor de Franse Gemeenschap : 0 Werking van het Kabinet.
Totaux pour la division 02.	—	—	— (0,1)	—	—	—	Totalen voor afdeling 02.
<b>Division 03. Cabinet du Ministre des Classes moyennes :</b>							
0 Fonctionnement du Cabinet . . .	—	31,1 (3,3)	52,8 (5,8)	—	—	—	Afdeling 03. Kabinet van de Minister van Middenstand : 0 Werking van het Kabinet.
Totaux pour la division 03.	—	31,1 (3,3)	52,8 (5,8)	—	—	—	Totalen voor afdeling 03.
<b>Division 11. Cabinet du Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes :</b>							
0 Fonctionnement du Cabinet . . .	59,7	37,5	2,9 (3,3)	—	—	—	Afdeling 11. Kabinet van de Staatssecretaris voor Middenstand : 0 Werking van het Kabinet.
Totaux pour la division 11.	59,7	37,5	2,9 (3,3)	—	—	—	Totalen voor afdeling 11.
<b>Division 40. Secrétariat général — Services généraux :</b>							
0 Subsistance . . . . .	335,3	347,1 (2,7)	360,1 (15,6)	—	—	—	Afdeling 40. Algemeen Secretariaat — Algemene diensten : 0 Bestaansmiddelen.
1 Registre central du commerce <sup>(6)</sup>	—	—	38,2	—	—	—	1 Centraal handelsregister <sup>(6)</sup> .
Totaux pour la division 40.	335,3	347,1 (2,7)	398,3 (15,6)	—	—	—	Totalen voor de afdeling 40.
<b>Division 51. Administration de la Formation professionnelle :</b>							
0 Subsistance . . . . .	31,8	33,5 (1,0)	32,4	—	—	—	Afdeling 51. Bestuur van de Beroepsopleiding : 0 Bestaansmiddelen.
Totaux pour la division 51.	31,8	33,5 (1,0)	32,4	—	—	—	Totalen voor afdeling 51.

Voir les notes à la fin du tableau.

Zie nota's op het einde van de tabel.

(En millions de francs)			(In miljoenen frank)			Organisatieafdelingen en programma's	
Divisions organiques et programmes	C.N.D. + C.O. <sup>(1)</sup> — N.G.K. + O.K. <sup>(1)</sup>		C.E. — V.K. <sup>(2)</sup>				
	1989 <sup>(3)</sup>	1988 <sup>(4)</sup>	1987 <sup>(5)</sup>	1989 <sup>(3)</sup>	1988 <sup>(4)</sup>	1987 <sup>(5)</sup>	
<b>Division 52. Administration de la Réglementation :</b>							<b>Afdeling 52. Bestuur van de Reglementering :</b>
0 Subsistance . . . . .	169,4	165,7 (3,1)	142,7	—	—	—	0 Bestaansmiddelen.
Totaux pour la division 52.	169,4	165,7 (3,1)	142,7	—	—	—	Totalen voor afdeling 52.
<b>Division 53. Administration des Affaires sociales :</b>							<b>Afdeling 53. Bestuur van de Sociale Zaken :</b>
0 Subsistance . . . . .	94,2	91,9	81,3	—	—	—	0 Bestaansmiddelen.
1 Pensions . . . . .	1 200,0	1 200,0	2 400,0	—	—	—	1 Pensioenen.
2 Allocations familiales . . . . .	4 930,6	4 154,0	6 109,8	—	—	—	2 Kinderbijslagen.
3 Maladie-invalidité . . . . .	2,2	2,2	2,1 (0,3)	—	—	—	3 Ziekte-invaliditeit.
Totaux pour la division 53.	6 227,0	5 448,1	8 593,2 (0,3)	—	—	—	Totalen voor de afdeling 53.
<b>Division 54. Administration de l'Expansion économique :</b>							<b>Afdeling 54. Bestuur voor de Economische Expansie :</b>
0 Subsistance . . . . .	16,4	16,8	13,9	—	—	—	0 Bestaansmiddelen.
1 Aide aux entreprises . . . . .	510,5	660,0	584,5	—	—	—	1 Hulp aan ondernemingen.
Totaux pour la division 54.	526,9	676,8	598,4	—	—	—	Totalen voor afdeling 54.
Totaux pour les Titres I et II.	7 350,1	6 739,8 (10,1)	9 820,7 (25,7)	—	—	—	Totalen voor de Titels I en II.

<sup>(1)</sup> C.N.D. + C.O. = crédits non dissociés + crédits d'ordonnancement.

<sup>(2)</sup> C.E. = crédits d'engagement.

<sup>(3)</sup> 1989 = crédits sollicités.

<sup>(4)</sup> 1988 = crédits ajustés (entre parenthèses : crédits supplémentaires pour années antérieures).

<sup>(5)</sup> 1987 = réalisations (entre parenthèses : années antérieures).

<sup>(6)</sup> Y compris subsistance.

<sup>(1)</sup> N.G.K. + O.K. = niet-gesplitste kredieten + ordonnancementskredieten.

<sup>(2)</sup> V.K. = vastleggingskredieten.

<sup>(3)</sup> 1989 = aangevraagde kredieten.

<sup>(4)</sup> 1988 = aangepaste kredieten (tussen haakjes : bijkredieten vorige jaren).

<sup>(5)</sup> 1987 = verwezenlijkingen (tussen haakjes : vorige jaren).

<sup>(6)</sup> Bestaansmiddelen inbegrepen.

## CABINETS MINISTERIELS

## MINISTERIELE KABINETTEN

## 01. Cabinet du Ministre des Classes moyennes

## 01/0 - FONCTIONNEMENT DU CABINET

## 01. Kabinet van de Minister van Middenstand

## 01/0 - WERKING VAN HET KABINET

Moyens en personnel	1989	1988	1987	Bezetting in personeel
Organique . . . . .	—	—	—	Organiek.
Non organique . . . . .	—	—	—	Niet-organiek.
Totaux . . . . .	—	—	—	Totalen.

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
01. Personnel. — Personnel : Rémunérations personnel Cabinet. — Jaarwetten personeel van het Kabinet . . . . .	1	01	11.02	01	24	—	—	—	—	(0,5)		
02. Biens et services : — Goederen en diensten : Frais de fonctionnement. — Wer- kingskosten . . . . .	1	01	12.19	02	65	—	—	—	—	(0,1)		
Totaux. — Totalen. . . . .							—	—	—	(0,6)		

## Légende :

C.D. = check digit.  
 C.N.D. + C.O. = crédits non dissociés + crédits d'ordonnancement.  
 C.E. = crédits d'engagement.  
 R = crédit totalement pris en considération pour la recherche scientifique.  
 I = crédit totalement pris en considération en tant qu'investissement public.  
 F = crédit transféré (en tout ou partie) à un fonds du titre IV.  
 P = crédit transféré (en tout ou partie) à un « parastatal ».  
 1989 = crédits sollicités.  
 1988 = crédits ajustés (entre parenthèses : crédits supplémentaires pour années antérieures).  
 1987 = réalisations (entre parenthèses : années antérieures).

## Legende :

C.D. = check digit.  
 N.G.K. + O.K. = niet-gesplitste kredieten + ordonnanceringskredieten.  
 V.K. = vastleggingskredieten.  
 R = krediet volledig als « Research » in aanmerking genomen.  
 I = krediet volledig als « Openbare investering » in aanmerking genomen.  
 F = transfer (voor het geheel of gedeeltelijk) naar een fonds van titel IV.  
 P = transfer (voor het geheel of gedeeltelijk) naar een « parastatal ».  
 1989 = aangevraagde kredieten.  
 1988 = aangepaste kredieten (tussen haakjes : bijkredieten vorige jaren).  
 1987 = verwezenlijkingen (tussen haakjes : vorige jaren).

**02. Cabinet du Vice-Premier Ministre,  
Ministre du Plan  
et Adjoint à la Communauté française**

02/0 — FONCTIONNEMENT DU CABINET

**02. Kabinet van de Vice-Eerste Minister,  
Minister van het Plan  
en Adjunct voor de Franse Gemeenschap**

02/0 — WERKING VAN HET KABINET

Moyens en personnel	1989	1988	1987	Bezetting in personeel		
Organique . . . . .	—	—	—	Organiek.		
Non organique . . . . .	—	—	—	Niet-organiek.		
Totaux . . . . .	—	—	—	Totalen.		

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
02. Biens et services : — Goederen en diensten : Frais de fonctionnement. — Wer- kingskosten . . . . .	1	02	12.19	02	15	—	—	—	—	(0,1)		
Totaux. — Totalen.							—	—	—	(0,1)		

Légende : voir tableau p. 32.

Legende : zie tabel blz. 32.

**03. Cabinet du Ministre des Classes moyennes**

03/0 — FONCTIONNEMENT DU CABINET

**03. Kabinet van de Minister van Middenstand**

03/0 — WERKING VAN HET KABINET

Moyens en personnel	1989	1988	1987	Bezetting in personeel		
Organique . . . . .	—	15,5	17	Organiek.		
Non organique . . . . .	—	35,0	30	Niet-organiek.		
Totaux . . . . .	—	50,5	47	Totalen.		

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
01. Personnel — Personeel : Traitement du Ministre. — Jaar- wedde van de Minister . . . . .	1	03	11.01	01	75	—	—	1,0	2,0	—	—	—
Rémunérations personnel du Cabi- net. — Jaarwedden personeel van het Kabinet . . . . .	1	03	11.02	01	78	—	—	17,7 (0,6)	30,0 (5,8)	—	—	—
02. Biens et services — Goederen en diensten : Fournitures exceptionnelles. — Buitengewone leveringen . . . . .	1	03	12.07	02	06	—	—	—	0,6	—	—	—
Frais de fonctionnement. — Wer- kingskosten . . . . .	1	03	12.19	02	42	—	—	8,5 (2,1)	13,7	—	—	—

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
03. Installations. Loyers — <i>Installaties. Huur</i> : Loyer des biens immobiliers. — <i>Huur van onroerende goederen</i> .	1	03	12.06	03	04	—	—	3,8 (0,6)	5,8	—	—	—
06. Equipement — <i>Uitrusting</i> : Achat de petits matériels. — <i>Aankoop van klein materieel</i> . . . . .	2	03	74.01	06	49	—	—	0,1	0,7	—	—	—
							Totaux. — <i>Totalen</i> .	—	31,1 (3,3)	52,8 (5,8)	—	—

Légende : voir tableau p. 32.

Legende : zie tabel blz. 32.

11. Cabinet du Secrétaire d'Etat  
aux Classes moyennes

11/0 — FONCTIONNEMENT DU CABINET

11. Kabinet van de Staatssecretaris  
voor Middenstand

11/0 — WERKING VAN HET KABINET

Moyens en personnel	1989	1988	1987	Bezetting in personeel
Organique . . . . .	22	22	—	Organiek.
Non organique . . . . .	17,5	17,5	—	Niet-organiek.
Totaux . . . . .	39,5	39,5	—	Totalen.

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
01. Personnel — <i>Personnel</i> : Traitement du Secrétaire d'Etat. — <i>Jaarwedde van de Staatssecretaris</i> Rémunérations personnel du Cabinet. — <i>Jaarwedde personeel</i> <i>van het Kabinet</i> . . . . .	1	11	11.01	01	97	—	1,7	1,0	—	—	—	—
	1	11	11.02	01	03	—	37,8	24,9	0,6 (1,8)	—	—	—
02. Biens et services — <i>Goederen</i> <i>en diensten</i> : Fournitures exceptionnelles. — <i>Buitengewone leveringen</i> . . . . .	1	11	12.07	02	28	—	—	—	0,4	—	—	—
	1	11	12.19	02	64	—	8,6	5,5	1,6 (1,5)	—	—	—
03. Installations. Loyers : — <i>Installaties. Huur</i> : Loyer de biens immobiliers. — <i>Huur van onroerende goederen</i> .	1	11	12.06	03	26	—	11,0	5,5	—	—	—	—
04. Equipement : — <i>Uitrusting</i> : Achat de petits matériels. — <i>Aankoop van klein materieel</i> . .	2	11	74.01	06	71	—	0,6	0,6	0,3	—	—	—
							Totaux. — <i>Totalen</i> .	59,7	37,5	2,9 (3,3)	—	—

Légende : voir tableau p. 32.

Legende : zie tabel blz. 32.

## COMMENTAIRE

Art. 11.01. — *Traitements et frais de représentation du Secrétaire d'Etat.*

Crédit 1989 : 1,7 millions de francs.

Art. 11.02. — *Traitements et indemnités du personnel du Cabinet du Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes.*

(En millions de francs)

	1989	1988	1987
	—	—	—
	37,8	24,9	0,6 (1,8)

## COMMENTAAR :

Art. 11.01. — *Jaarwedde en representatiekosten van de Staatssecretaris.*

Krediet 1989 : 1,7 miljoen frank.

Art. 11.02. — *Jaarwetten en vergoedingen van het personeel van het Kabinet van de Staatssecretaris voor Middenstand.*

(In miljoenen frank)

## Décomposition du crédit pour 1989 :

Allocations de Cabinet proprement dites . . . F 31 859 838

## Décomposition :

Allocations de Cabinet . . . . .	F	10 131 344
Allocations forfaitaires de départ . . . . .		750 000
Allocations de foyer et de résidence . . . . .		183 168
Prestations supplémentaires . . . . .		250 000
Frais d'administration . . . . .		800 000
Majoration index . . . . .		19 745 326

Total . . . F 31 859 838

## Allocations directes

Décomposition . . . . .	F	3 561 118
Allocations familiales . . . . .	F	653 245
Allocations de naissance . . . . .	F	75 000
Indemnités pour frais funéraires . . . . .	F	75 000
Indemnités pour accidents du travail . . . . .	F	75 000
Majoration index . . . . .	F	826 361
Allocations de fin d'année . . . . .	F	921 985
Pécules de vacances . . . . .	F	934 527

Total . . . F 3 561 118

## Cotisations patronales aux assurances sociales . F 2 380 421

Total général . . . F 37 801 377  
Arrondi à . . . F 37 800 000

## Samenstelling van het krediet voor 1989 :

Eigenlijke kabinetstoelagen . . . . . F 31 859 838

## Samenstelling :

Kabinetstoelagen . . . . .	F	10 131 344
Forfaitaire toelagen wegens ontslag . . . . .		750 000
Haard- en standplaatsstoelagen . . . . .		183 168
Overuren . . . . .		250 000
Administratiekosten . . . . .		800 000
Indexverhoging . . . . .		19 745 326

Totaal . . . F 31 859 838

## Directe toelagen

Samenstelling . . . . .	F	3 561 118
Kinderbijslagen . . . . .	F	653 245
Geboortetoelagen . . . . .		75 000
Vergoedingen voor begrafenis kosten . . . . .		75 000
Vergoedingen voor arbeidsongevallen . . . . .		75 000
Indexverhoging . . . . .		826 361
Eindejaarstoelagen . . . . .		921 985
Verlof gelden . . . . .		934 527

Totaal . . . F 3 561 118

## Werkgeversbijdragen aan sociale verzekeringen F 2 380 421

Algemeen totaal . . . F 37 801 377  
Afgerond op . . . F 37 800 000

## Effectif du Cabinet du Secrétaire d'Etat

## Effectief van het Kabinet van de Staatssecretaris

Emplois occupés — Bezette betrekkingen	Secteur d'origine. — Sector van oorsprong				Total — Totaal
	Ministères — Ministeries	Autres services publics — Andere openbare diensten	Enseignement — Onderwijs	Secteur privé — Private sector	
Chef de Cabinet. — <i>Kabinetschef</i> . . . . .	—	—	—	1	1
Chef de Cabinet adjoint. — <i>Adjunct-Kabinetschef</i> . . . . .	—	—	—	—	—
Conseillers. — <i>Adviseurs</i> . . . . .	—	1	—	1	2
Attachés + Secrétaire de Cabinet. — <i>Attachés + Kabinetssecretaris</i> . . . . .	1	1	—	1	3
Personnel administratif. — <i>Administratief personeel</i> . . . . .	4	9	1	5,5	19,5
Chauffeurs d'autos et huissiers. — <i>Autobestuurders en kamerbewaarders</i> . . . . .	2	1	—	—	3
Téléphonistes, ouvriers, nettoyeuses et concierge. — <i>Telefonisten, werklieden, schoonmaaksters en concierge</i> . . . . .	1	1	—	9	11
Totaux. — Totalen . . . . .	8	13	1	17,5	39,5

*Art. 12.06. — Loyer des biens immobiliers occupés par le Cabinet, etc.*

Crédit 1989 : 11,0 millions de francs.

Ce crédit est destiné à couvrir la location et les impôts des bâtiments mis à la disposition du Cabinet.

	En milliers de francs
1. Biens immeubles dont la location est assurée par la Régie des Bâtiments . . . . .	10 800,0
2. Majoration 1,5% . . . . .	162,0
<b>Total . . .</b>	<b>10 962,0</b>
Arrondi à . . .	11 000,0

*Art. 12.06. — Huur van onroerende goederen in gebruik door het Kabinet, enz.*

Krediet 1989 : 11,0 miljoen frank.

Dit krediet moet dienen om de huur en de belastingen te betalen van de gebouwen die ter beschikking staan van het Kabinet.

	In duizendtallen frank
1. Onroerende goederen waarvan de Regie der Gebouwen de huur heeft overgenomen . . . . .	10 800,0
2. Opslag van 1,5% . . . . .	162,0
<b>Totaal . . .</b>	<b>10 962,0</b>
Afgerond op . . .	11 000,0

*Art. 12.19. — Frais de fonctionnement du Cabinet.*

Crédit 1989 :

(En milliers de francs)

Nature des dépenses	1989	Aard van de uitgaven
1. Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles et pénales. — Rémunérations, indemnités, jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes ne faisant pas partie du Cabinet . . . . .	40	1. Erelonen van advocaten en geneesheren. — Rechtskosten inzake burgerlijke en strafzaken. — Bezoldigingen, vergoedingen, presentiegelden, reisen en verblijfkosten van niet tot het Kabinet behorende personen.
2. a) Eau, vapeur, gaz et électricité, combustibles solides et liquides. — Autres dépenses de consommation . . . . .	1 600	2. a) Water, stoom, gas en elektriciteit, vaste en vloeibare brandstoffen. — Andere verbruiksuitgaven.
b) Dépenses d'entretien de locaux, mobilier, matériel et machines. — Produits d'entretien et petit matériel d'entretien (O.C.F.) . . . . .	880	b) Onderhoudsuitgaven van lokalen, meubilair, materieel en machines. — Onderhoudsprodukten en klein onderhoudsmaterieel (C.B.B.).
3. a) Affranchissement de correspondance . . . . .	600	3. a) Frankering van brieven.
b) Télégrammes, téléphone . . . . .	1 100	b) Telegrammen, telefoon.
c) Acquisition d'ouvrages, publications et journaux	130	c) Aanschaffen van werken, publikaties en kranten.
d) Matériel, fournitures de bureau, papier, impressions, reliures (O.C.F.). — Location de biens mobiliers à l'exclusion d'installations mécanographiques . . . . .	600	d) Materieel, bureaubenodigdheden, papier, drukwerk, inbindingen (C.B.B.). — Huur van roerende goederen met uitsluiting van mechanografische installaties.
e) Transport . . . . .	350	e) Vervoer.
f) Impositions. — Redevances. — Menues dépenses d'administration. — Frais de réception. — Frais de représentation. — Publications du Cabinet. — Formation professionnelle. — Habillement (O.C.F.) . . . . .	2 500	f) Belastingen. — Retributies. — Kleine bestuursuitgaven. — Receptieonkosten. — Representatiekosten. — Publikaties van het Kabinet. — Beroeps-scholing. — Kleding (C.B.B.).
4. Location d'installations mécanographiques (O.C.F.) . . . . .	150	4. Huur van mechanografische installaties (C.B.B.).
5. Indemnités généralement quelconques au personnel du Cabinet pour charges réelles et dégâts matériels ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de l'Etat-employeur dans le prix des abonnements sociaux). . . . .	650	5. Allerhande vergoedingen aan het personeel van het Kabinet voor werkelijke lasten en materiële schade evenals de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de Staat werkgever in de prijs van de sociale abonnementen).
<b>Total . . .</b>	<b>8 600</b>	<b>Totaal.</b>

*Art. 12.19. — Werkingskosten van het Kabinet.*

Krediet 1989 :

(In duizendtallen frank)

Art. 74.01. — *Dépenses patrimoniales du Cabinet.*  
Crédit 1989 : 0,6 million de francs.

Art. 74.01. — *Vermogensuitgaven van het Kabinet.*  
Krediet 1989 : 0,6 miljoen frank.

(En milliers de francs)

(In duizendtallen frank)

Nature des dépenses	1989	Aard van de uitgaven
1) Achat de matériel de transport (véhicules automobiles).	500,0	1) Aankoop van vervoermaterieel (autovoertuigen).
2) Achat d'autres matériels (mobiliers, machines, matériel)	100,0	2) Aankoop van ander materieel (meubilair, machines, materieel).
Total . . .	600,0	Totaal.

## ENSEMBLE DU DEPARTEMENT

40. Secrétariat général  
et Administration des services généraux

## MISSIONS

Assurer le Secrétariat général et les services généraux du département qui comprennent le Personnel, l'Economat, le Service social, le Budget, la Comptabilité, l'Inspection comptable, le Service des études, le Service juridique et le Service de traduction. A noter que depuis fin 1987, les attributions du Service du Registre central du Commerce et du Registre central de l'Artisanat ont été confiées à l'Office régional d'Informatique en application de l'arrêté royal n° 506 du 31 décembre 1986.

## GEHEEL VAN HET DEPARTEMENT

40. Algemeen Secretariaat  
en Bestuur van de Algemene Diensten

## OPDRACHTEN

Het Algemeen Secretariaat en de Algemene Diensten van het departement, omvattende het Personeel, het Economaat, de Sociale Dienst, de Begroting, de Boekhouding, de Boekhoudkundige Inspectie, de Studiedienst, de Rechtskundige Dienst en de Vertaaldienst, waarnemen. Er valt op te merken dat sinds eind 1987 de bevoegdheid van de Dienst van het Centraal Handelsregister en van het Centraal Ambachtsregister aan het «Office régional d'Informatique» is overgedragen bij toepassing van het koninklijk besluit nr. 506 van 31 december 1986.

## 40/0 — SUBSISTANCE

## 40/0 — BESTAANSMIDDELEN

Moyens en personnel	1989	1988	1987	Bezetting in personeel		
Organique . . . . .	86	89	81	Organiek. Niet-organiek. Totalen.		
Non organique . . . . .	10	14	13			
Totaux . . . . .	96	103	94			

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
<b>01. Personnel — Personeel :</b> Rémunérations personnel d'Etat. — <i>Bezoldigingen Rijkspersoneel</i> .	1	40	11.03	01	13	—	74,4	72,8	69,8 (5,6)	—	—	—
Allocations au personnel de l'Etat. — <i>Toelagen aan het Rijkspersoneel</i> .	1	40	11.04	01	16	—	0,5	0,5	0,3 (0,2)	—	—	—
Action sociale. — <i>Sociale actie</i> .	1	40	11.05	01	19	—	3,5	3,5	2,5 (0,1)	—	—	—
<b>02. Biens et services : — Goederen en diensten :</b> Honoraires avocats, médecins. — <i>Erelenen advocaten, geneesheren</i> .	1	40	12.01	02	17	—	6,4	6,4	5,5 (0,1)	—	—	—
Fournitures courantes. — <i>Lopende leveringen</i> .	1	40	12.02	02	20	—	46,8	44,2	46,7 (2,7) (1,4)	—	—	—
Indemnités - personnel de l'Etat. — <i>Vergoedingen - Rijkspersoneel</i> .	1	40	12.05	02	29	—	10,2	9,7	8,7	—	—	—
Fournitures exceptionnelles. — <i>Buitengewone leveringen</i> .	1	40	12.07	02	35	—	1,0	2,1	1,1	—	—	—
Indemnités diverses. — <i>Allerhande schadevergoedingen</i> .	1	40	33.01	02	12	—	0,3	0,1	—	—	—	—
Subventions I.E.S.C.M. <sup>(1)</sup> . — <i>Subsidies E.S.I.M. <sup>(1)</sup></i> .	1	40	41.01	02	84	P	139,9	134,4	134,0	—	—	—
<b>03. Installations — Installaties :</b> Energie. — <i>Energie</i> .	1	40	12.03	03	24	—	7,3	8,4	7,5	—	—	—
Loyers des biens immobiliers. — <i>Huur van onroerende goederen</i> .	1	40	12.06	03	33	—	42,1	57,1	82,4 (8,2)	—	—	—

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
Informatique : — <i>Informatica</i> . . . . .	1	40	12.04	04	28	—	—	5,0	—	—	—	—
04. <b>Equipement — Uitrusting :</b> Achat de petits matériels. — <i>Aankoop van klein materieel</i> . . . . .	2	40	74.01	06	78	I	2,9	2,9	1,6	—	—	—
							Totaux. — <i>Totalen</i> .	335,3	347,1	360,1	—	—
								(2,7)	(15,6)			

Légende : voir tableau p. 32.

(1) Institut économique et social des Classes moyennes.

## COMMENTAIRE

Art. 11.04. — *Allocations généralement quelconques au personnel de l'Etat.*

Crédit 1989 : 0,5 million de francs.

Ce crédit se décompose comme suit :

	En milliers de francs
<b>I. Indemnités pour prestations extraordinaires:</b>	
a) Chauffeurs d'autos . . . . .	155
b) Interprètes . . . . .	10
<b>II. Jetons de présence et allocations :</b>	
a) Secrétaire des jurys centraux . . . . .	100
b) Délégués du Ministre à la Commission des dispenses de cotisations . . . . .	235
<b>Total . . . . .</b>	
	<b>500</b>

Art. 11.05. — *Dépenses diverses de service social autres que les achats de biens patrimoniaux*

(Le montant des remboursements effectués par les agents du Département sur les prêts consentis à charge du présent article peut être porté au crédit d'un compte spécial ouvert au Titre IV — Section particulière — à gérer par le comptable du service social en vue d'être réutilisé sous forme de prêts.)

Crédit 1989 : 3,5 millions de francs.

Ce crédit se décompose comme suit :

	En milliers de francs
<b>1. Interventions individuelles :</b>	
a) A fonds perdus : indemnités pour situation exceptionnelle, indemnités de suralimentation, aide aux futures et jeunes mères, colonies de vacances pour enfants débiles du personnel du Département et cures de repos au grand air, etc. . .	100
b) Récupérables : caisses de prêts sociaux ( <i>pour mémoire</i> ) . . . . .	—
c) Subside à l'Association du personnel des Ministères des Affaires économiques et des Classes moyennes . . . . .	40
2. a) Organisation de réunions et de manifestations à caractère social, frais divers, notamment l'achat de décorations . . . . .	260

Legende : zie tabel blz. 32.

(1) Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand.

## COMMENTAAR

Art. 11.04. — *Allerhande toelagen aan het Rijkspersoneel.*

Krediet 1989 : 0,5 miljoen frank.

Dit krediet wordt als volgt onderverdeeld :

	In duizend-tallen frank
<b>I. Vergoedingen voor buitengewone prestaties:</b>	
a) Autobestuurders . . . . .	155
b) Tolken . . . . .	10
<b>II. Presentiegelden en toelagen:</b>	
a) Secretarissen van de centrale jury's . . . . .	100
b) Afgevaardigden van de Minister bij de Commissie voor vrijstelling van bijdragen . . . . .	235
<b>Totaal . . . . .</b>	
	<b>500</b>

Art. 11.05. — *Allerhande uitgaven voor maatschappelijk dienstbetoon andere dan aankoop van vermogensgoederen.*

(Het bedrag van de door de personeelsleden van het Departement verrichte terugstortingen op de leningen die ten laste van onderhavig artikel toegestaan worden, kan worden overgebracht op het krediet van een speciale rekening, geopend op Titel IV — Afzonderlijke sectie — te beheren door de rekenplichtige van de sociale dienst teneinde opnieuw gebruikt te worden in de vorm van leningen).

Krediet 1989 : 3,5 miljoen frank.

Dit krediet wordt als volgt onderverdeeld :

	In duizend-tallen frank
<b>1. Afzonderlijke tussenkomsten :</b>	
a) Niet terugvorderbare : vergoedingen voor buitengewone toestand, extravoldingsvergoedingen, hulp aan toekomstige en jonge moeders, vakantiekolonies voor zwakke kinderen van het personeel van het Departement en openluchtrustkuren, enz. . . . .	100
b) Terugvorderbare : kas voor sociale leningen ( <i>pro memoria</i> ) . . . . .	—
c) Subsidie aan de Personeelsvereniging van de Ministeries van Economische Zaken en van Middenstand . . . . .	40
2. a) Inrichting van vergaderingen en manifestaties van sociale aard, verschillende kosten, onder meer aankoop van eretekens . . . . .	260

b) Intervention en faveur des cabinets médicaux, boîtes de secours, honoraires, etc.	10
c) Intervention en faveur des restaurants, réfectoires, etc.	3 040
Total . . .	3 450
Arrondi à . . .	3 500

**Art. 12.01. — Honoraire des avocats et des médecins, etc.**

Crédit 1989 : 6,4 millions de francs.

Ce crédit est destiné :

En milliers de francs	
1 <sup>o</sup> Au paiement des honoraires des avocats appelés à défendre le Département dans les affaires judiciaires générales ou dans des causes à déferer au Conseil d'Etat . . . . .	240
2 <sup>o</sup> Au paiement des frais de procédure, débours, dédommages, frais de poursuites, frais de justice, etc. . . . .	10
3 <sup>o</sup> Au paiement des frais de commissions :	
a) Commission nationale des Métiers d'Art et commissions spécialisées (y compris les missions à l'étranger) . . . . .	64
b) Commission de dispenses de cotisations dues par les travailleurs indépendants . . . . .	2 700
c) Conseil d'Enquête économique pour Etrangers	100
d) Conseil d'Etablissement . . . . .	75
e) Chambres des Métiers et Négocios . . . . .	900
f) Jurys centraux . . . . .	1 250
g) Groupe de travail chargé de l'étude d'une programmation économique pour les petites et moyennes entreprises . . . . .	—
h) Groupe de travail chargé de l'étude de la simplification des formalités administratives imposées aux petites et moyennes entreprises . . . . .	—
i) Commissions des droits acquis et de recours (application de la loi du 1 <sup>er</sup> mars 1976 pour la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services) . . . . .	200
j) Statut social des indépendants . . . . .	30
k) Frais de parking des membres des Commissions . . . . .	350
4 <sup>o</sup> Aux rémunérations d'experts étrangers à l'Administration et aux prestations de tiers . . . . .	490
5 <sup>o</sup> Aux initiatives nouvelles . . . . .	—
Total . . .	6 409
Arrondi à . . .	6 400

**Art. 12.02. — Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien, etc.**

Crédit 1989 : 46,8 millions de francs.

Ce crédit se décompose comme suit :

En milliers de francs	
Administration centrale :	
- Entretien de locaux, mobilier, matériel et machines . . . . .	10 800
- Produits d'entretien (O.C.F.) . . . . .	—
- Produits d'entretien (hors O.C.F.) . . . . .	—
- Frais de bureau . . . . .	18 895
- Transport (entretien voitures et dédommagement de tiers) . . . . .	1 000

b) Tussenkomst ten voordele van medische kabinetten, kistjes voor eerste hulp, erelonen, enz.	10
c) Tussenkomst ten voordele van restaurants, spijshuizen, enz. . . . .	3 040
Totaal . . .	3 450
Afgerond op . . .	3 500

**Art. 12.01. — Erelonen van advocaten en geneesheren, enz.**

Krediet 1989 : 6,4 miljoen frank.

Dit krediet is bestemd :

In duizend-tallen frank	
1 <sup>o</sup> Tot betaling van erelonen aan de advocaten geroepen om het Departement te verdedigen in rechtszaken van algemene aard of in zaken die aan de Raad van State dienen te worden onderworpen . . . . .	240
2 <sup>o</sup> Tot betaling van proceskosten, onkosten, vergoedingen, vervolgingskosten, gerechtskosten, enz. . . . .	10
3 <sup>o</sup> Tot betaling van kosten voor commissies :	
a) Nationale Commissie voor Kunstabchachten en gespecialiseerde commissies (met inbegrip van zendingen naar het buitenland) . . . . .	64
b) Commissie voor vrijstelling van bijdragen verschuldigd door de zelfstandigen . . . . .	2 700
c) Raad voor Economisch Onderzoek inzake Vreemdelingen . . . . .	100
d) Raad voor de Vestiging . . . . .	75
e) Kamers voor Ambachten en Neringen . . . . .	900
f) Centrale jury's . . . . .	1 250
g) Werkgroep belast met de studie van een economische programmatie voor de kleine en middelgrote ondernemingen . . . . .	—
h) Werkgroep belast met de studie van de vereenvoudiging van de administratieve formaliteiten opgelegd aan de kleine en middelgrote ondernemingen . . . . .	—
i) Commissies voor verworven rechten en beroepen (toepassing van de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen) . . . . .	200
j) Sociaal statuut der zelfstandigen . . . . .	30
k) Parkingonkosten van de leden van de Commissies . . . . .	350
4 <sup>o</sup> Voor bezoldigingen van niet tot de Administratie behorende deskundigen en voor prestaties van derden . . . . .	490
5 <sup>o</sup> Voor nieuwe initiatieven . . . . .	—
Totaal . . .	6 409
Afgerond op . . .	6 400

**Art. 12.02. — Verbruksuitgaven in verband met het betrekken van de lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud, enz.**

Krediet 1989 : 46,8 miljoen frank.

Dit krediet wordt als volgt onderverdeeld :

In duizend-tallen frank	
Hoofdbestuur :	
- Onderhoud van lokalen, meubilair, materieel en machines . . . . .	10 800
- Onderhoudsproducten (C.B.B.) . . . . .	—
- Onderhoudsproducten (buiten C.B.B.) . . . . .	—
- Bureau-onkosten . . . . .	18 895
- Vervoer (onderhoud wagens en schadevergoeding aan derden) . . . . .	1 000

- Impôts, redevances et autres petites dépenses d'administration . . . . .	13 300
- Publications du Département . . . . .	2 000
- Habillement O.C.F. . . . .	170
- Formation du personnel . . . . .	650
Total . . . . .	46 815
Arrondi à . . . . .	46 800

## Décomposition des frais de bureau.

Administration centrale :	
- Affranchissement de correspondance . . . . .	4 900
- Télégrammes et téléphone . . . . .	4 000
- Acquisition d'ouvrages, de publications et de journaux, syllabus (dont 150 pour la formation du personnel, et 30 pour guides SNCB, SNCV) . . . . .	1 455
- Matériel, fournitures de bureaux, papiers, impressions, reliures :	
- O.C.F. . . . .	3 100
- Hors O.C.F. (dont reliures, menues dépenses...) . . . . .	3 440
- Locations de biens meubles à l'exclusion d'installations mécanographiques :	
- O.C.F. . . . .	—
- Hors O.C.F. . . . .	2 000
Total . . . . .	18 895

Art. 12.05. — Indemnités généralement quelconques au personnel de l'Etat pour charges réelles et dégâts matériels ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service, etc.

Crédit 1989 : 10,2 millions de francs.

Ce crédit se décompose comme suit :

(En milliers de francs)

(In duizendtallen frank)

	Services généraux — Algemene Diensten	Expansion économique — Economische expansie	Réglementation — Reglementering	Affaires sociales — Sociale Zaken	Totaux — Totalen
Abonnements SNCB et autres — Abonnementen NMBS en andere . . . . .	—	363	324	2 369	3 056
Réquisitoires SNCB et titres de transport divers — NMBS vorderingen en verschillende vervoerbewijzen . . . . .	—	200	353	500	1 053
Indemnités kilométriques pour véhicules personnels. — Kilometervergoedingen voor persoonlijke voertuigen . . . . .	31	—	461	270	762
Frais de route et de séjour. — Reis- en verblijfkosten . . . . .	—	180	749	2 190	3 119
Missions à l'étranger. — Zendingen naar het buitenland .	200	—	—	—	200
Abonnements sociaux. — Sociale abonnementen . . . . .	1 750	—	—	—	1 750
Indemnités pour charges réelles et dégâts matériels. — Vergoedingen voor werkelijke lasten en materiële schade .	50	—	—	—	50
Frais de parking au W.T.C. — Parking onkosten van het W.T.C. . . . .	200	—	—	—	200
Totaux. — Totalen . . . . .	2 231	743	1 887	5 329	10 190
Arrondi à — Afgerond op . . . . .					10 200

Art. 12.07. — Frais exceptionnels de services et d'acquisitions de biens non durables (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, etc.)

Crédit 1989 : 1,0 million de francs.

Prévision destinée à assurer l'aménagement des locaux occupés au W.T.C., suite à l'abandon de plusieurs étages au cours des années antérieures.

Art. 12.07. — Uitzonderingsuitgaven voor diensten en voor aankopen van niet-duurzame goederen (werken en leveringen voor inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingenkosten, enz.)

Krediet 1989 : 1,0 miljoen frank.

Vooruitzicht bestemd voor de inrichting van de lokalen in gebruik op het W.T.C., als gevolg van het verlaten van verschillende verdiepingen in de loop van voorgaande jaren.

*Art. 33.01. — Indemnités diverses à des tiers devant découlter de l'engagement de la responsabilité de l'Etat à l'égard d'actes commis par ses organes et ses préposés.*

Crédit 1989 : 0,3 million de francs.

Prévision destinée à faire face aux paiements que le Département devra effectuer à la suite de décisions judiciaires ou à la suite des actes commis par ses organes et ses préposés par lesquels la responsabilité de l'Etat est engagée.

Cet article concerne principalement les suites découlant des accidents de la circulation causés par les voitures du Département qui, à cause de leur caractère aléatoire, sont difficiles à évaluer avec précision.

*Art. 41.01. — Subvention à l'Institut économique et social des Classes moyennes.*

Crédit 1989 : 139,9 millions de francs.

Le projet de budget dudit Institut pour 1989 s'établit comme suit :

(En milliers de francs)

Classification économique	1989	1988	1987 Ordonnances — Ordonnanceringen	Economische classificatie	
				(In duizendtallen frank)	
<b>RECETTES</b>					
46 Subvention de l'Etat destinée à permettre à l'Institut économique et social des Classes moyennes de remplir sa mission . . . . .	139 812	134 400	134 400	<b>ONTVANGSTEN</b>	
161 Vente de brochures, services rendus et recettes occasionnelles . . . . .	9 255	11 075	9 205	Subsidie van de Staat bestemd voor de uitvoering van zijn taak door het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand.	46
Totaux . . . . .	149 067	145 475	143 605	Verkoop van brochures, verstrekte diensten en toevallige ontvangsten.	161
<b>DEPENSES</b>					
I. Conseil d'administration, Bureau, Comité scientifique Comité technique, Commissions				<b>UITGAVEN</b>	
121 Jetons de présence, frais de déplacement, contrôle . . . . .	295	366	295	I. Beheerraad, Bureau, Wetenschappelijk Comité, Technisch Comité, Commissies	
II. Frais de personnel				Presentiegelden, verplaatsingskosten, controle.	121
110 Rémunérations, charges sociales, service social . . . . .	119 800	114 229	107 378	Bezoldigingen, sociale lasten, sociale dienst.	110
121 Frais de déplacements . . . . .	3 500	3 300	3 486	Verplaatsingskosten . . . . .	121
III. Frais de locaux				<b>III. Kosten voor lokalen</b>	
121 Loyer, matériel, entretien, contributions . . . . .	13 291	14 880	13 291	Huur, materieel, onderhoud, belastingen	121
IV. Frais de bureau				<b>IV. Bureaukosten</b>	
121 Fournitures de bureau, mobilier, machines, téléphones . . . . .	5 125	5 125	6 410	Bureaubenodigdheden, meubilair, machines, telefoon.	121
V. Frais de documentation et d'information				<b>V. Documentatie- en informatiekosten</b>	
121 Abonnements, acquisition d'ouvrages . . . . .	2 188	2 285	2 188	Abonnementen, aankoop van werken	121
VI. Frais de publication				<b>VI. Publikatiekosten</b>	
121 . . . . .	1 606	1 625	1 606		121

*Art. 33.01. — Allerhande schadevergoedingen aan derden voortvloeiend uit het opnemen door de Staat van zijn verantwoordelijkheid ten overstaan van door zijn organen en door zijn aangestelden gepleegd daden.*

Krediet 1989 : 0,3 miljoen frank.

Vooruitzicht bestemd om in de betalingen te voorzien die het Departement zal moeten doen ingevolge gerechtelijke beslissingen of ingevolge daden gepleegd door zijn organen en aangestelden, door dewelke de verantwoordelijkheid van de Staat ter sprake komt.

Dit artikel heeft in het bijzonder betrekking op de gevallen van verkeersongevallen veroorzaakt door de wagens van het Departement, welke, gezien hun toevallige aard, moeilijk precies te ramen zijn.

*Art. 41.01. — Subsidie aan het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand.*

Krediet 1989 : 139,9 miljoen frank.

Het begrotingsontwerp van genoemd Instituut voor 1989 luidt als volgt :

(In duizendtallen frank)

(En milliers de francs)		(In duizendtallen frank)			
Classification économique		1989	1988	1987 Ordonnances — Ordonnanceringen	Economische classificatie
VII. Honoraires d'avocats, expertises, jurys d'examens, impôts, taxes communales et provinciales					VII. Erelenen van advokaten, deskundige onderzoeken, examenjury's, belastingen, gemeente- en provinciebelastingen
121 . . . . .		45	75	45	. . . . . 121
VIII. Actions d'assistance					VIII. Activiteiten van bijstand
121 . . . . .		3 007	3 380	3 007	. . . . . 121
IX. Comité socio-économique pour la distribution					IX. Sociaal-economisch comité voor de distributie
121 . . . . .		210	210	216	. . . . . 121
Solde . . .		—	—	5 683	Saldo
Totaux . . .		149 067	145 475	143 605	Totalen.

Art. 12.03. — Dépenses de consommation énergétique :  
mazout, gaz, essence, électricité, charbon

Crédit 1989 : 7,3 millions de francs.

Ce crédit se décompose comme suit :

	En milliers de francs
Mazout . . . . .	—
Gaz . . . . .	1 335
Essence . . . . .	615
Électricité . . . . .	5 300
Charbon . . . . .	—
Total . . . . .	7 250
Arrondi à . . . . .	7 300

Art. 12.06 — Loyer de biens immobiliers des divers services du Département en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments, etc.

Crédit 1989 : 42,1 millions de francs.

	En milliers de francs
1. Biens immeubles dont la location est assurée par la Régie des Bâtiments : W.T.C. et autres .	41 500
2. Majoration de 1,5% . . . . .	622
3. Biens immeubles appartenant à l'Etat sous contrôle de la Régie des Bâtiments . . . . .	—
Total . . . . .	42 122
Arrondi à . . . . .	42 100

Art. 12.03. — Uitgaven voor energieverbruik :  
stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen

Krediet 1989 : 7,3 miljoen frank.

Dit krediet wordt als volgt onderverdeeld :

	In duizendtallen frank
Stookolie . . . . .	—
Gas . . . . .	1 335
Benzine . . . . .	615
Elektriciteit . . . . .	5 300
Kolen . . . . .	—
Totaal . . . . .	7 250
Afgerond op . . . . .	7 300

Art. 12.06 — Huur van onroerende goederen van de verschillende diensten van het Departement, met inbegrip van de aan de Régie der Gebouwen verschuldigde huurgelden, retributies en vergoedingen, enz.

Krediet 1989 : 42,1 miljoen frank.

	In duizendtallen frank
1. Onroerende goederen waarvan de Régie der Gebouwen de huur heeft overgenomen : W.T.C. en andere .	41 500
2. Opslag 1,5% . . . . .	622
3. Onroerende goederen toebehorend aan de Staat en onder beheer van de Régie der Gebouwen . . . . .	—
Totaal . . . . .	42 122
Afgerond op . . . . .	42 100

Art. 74.01. — Achat de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre.

Crédit 1989 : 2,9 millions de francs.

En milliers de francs

Achat de machines et de mobilier par l'O.C.F. . . . .	925
Achat de mobilier et de matériel divers non livrables par l'O.C.F. . . . .	1 669
Remplacement d'une voiture . . . . .	300
Total . . . . .	2 894
Arrondi à . . . . .	2 900

Art. 74.01. — Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land

Krediet 1989 : 2,9 miljoen frank.

In duizend-tallen frank

Aankoop van machines en meubilair door bemiddeling van het C.B.B. . . . .	925
Aankoop van meubilair en allerhande materieel niet leverbaar door het C.B.B. . . . .	1 669
Vervanging van één auto . . . . .	300
Totaal . . . . .	2 894
Afgerond op . . . . .	2 900

#### 40/1 — REGISTRE CENTRAL DU COMMERCE

#### 40/1 — CENTRAAL HANDELSREGISTER

Moyens en personnel	1989	1988	1987	Bezetting in personeel
Organique . . . . .	—	—	53	Organiek.
Non organique . . . . .	—	—	5	Niet-organiek.
Totaux . . . . .	—	—	58	Totalen.

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
01. Personnel. — Personeel :												
Rémunérations personnel de l'Etat												
— Bezoldigingen Rijkspersoneel .	1	40	11.03	10	22	—	—	—	31,9	—	—	—
04. Informatique. — Informatica :	1	40	12.04	11	35	—	—	—	6,3	—	—	—
Totaux. — Totalen . . . . .							—	—	38,2	—	—	—

Légende : voir tableau p. 32.

Legende : zie tabel blz. 32.

### 51. Administration de la Formation professionnelle

#### MISSIONS

Coordination et concertation de la formation permanente des Classes moyennes.

#### 51/0 — SUBSTANCE

Moyens en personnel	1989	1988	1987	Bezetting in personeel
Organique . . . . .	6	6	7	Organiek . Niet-organiek.
Non organique . . . . .	—	—	1	
Totaux . . . . .	6	6	8	Totalen.

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
01. Personnel — Personeel :							7,3	4,3	4,3	—	—	—
Rémunérations personnel de l'Etat. — Bezoldigingen Rijkspersoneel . . . . .	1	51	11.03	01	19	—						
02. Biens et services — Goederen en diensten :							24,5	29,2 (1,0)	28,1	—	—	—
Comité national de coordination et de concertation. — Nationaal coördinatie- en overlegcomité. . .	1	51	44.01	02	20	P						
Totaux. — Totalen.							31,8	33,5 (1,0)	32,4	—	—	—

Légende : voir tableau p. 32.

#### COMMENTAIRE

Bien que la formation professionnelle des Classes moyennes soit communautarisée, il subsiste un Comité national de coordination et de concertation de la formation permanente des Classes moyennes, A.S.B.L. qui est sous la tutelle du département des Classes moyennes.

Art. 44.01. — Subvention au Comité national de coordination et de concertation de la formation permanente des Classes moyennes.

Crédit 1989 : 24,5 millions de francs.

Ce crédit se décompose comme suit :

	En milliers de francs
<b>Frais généraux de formation professionnelle :</b>	
A. Personnel . . . . .	19 000
B. Comité et commissions : frais d'organisation de fonctionnement des Commissions nationales . . . . .	5 500
C. Frais de représentation et d'organisation relatifs à des activités sur le plan national et international . . . . .	—
<b>Total . . . . .</b>	<b>24 500</b>

### 51. Bestuur van de Beroepsopleiding

#### OPDRACHTEN

Coördinatie en Overlegging voor voortdurende vorming van de Middenstand.

#### 51/0 -- BESTAANSMIDDELLEN

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
01. Personnel — Personeel :							7,3	4,3	4,3	—	—	—
Rémunérations personnel de l'Etat. — Bezoldigingen Rijkspersoneel . . . . .	1	51	11.03	01	19	—						
02. Biens et services — Goederen en diensten :							24,5	29,2 (1,0)	28,1	—	—	—
Comité national de coordination et de concertation. — Nationaal coördinatie- en overlegcomité. . .	1	51	44.01	02	20	P						
Totaux. — Totalen.							31,8	33,5 (1,0)	32,4	—	—	—

Legende : zie tabel blz. 32.

#### COMMENTAAR

Hoewel de beroepsopleiding van de Middenstand bij de Gemeenschappen werd ingedeeld, is er nog een Nationaal Coördinatie- en Overlegcomité voor voortdurende vorming van de Middenstand, V.Z.W., dat onder de voogdij van het departement van Middenstand staat.

Art. 44.01. — Subsidie aan het Nationaal coördinatie- en overlegcomité voor de voortdurende vorming van de Middenstand.

Krediet 1989 : 24,5 miljoen frank.

Dit krediet wordt als volgt onderverdeeld :

	In duizendtallen frank
<b>Algemene kosten beroepsopleiding :</b>	
A. Personeel . . . . .	19 000
B. Comité en commissies : werkings- en organisatiekosten van de Nationale Commissies . . . . .	5 500
C. Vertegenwoordigings- en organisatiekosten van activiteiten op het nationaal en internationaal vlak . . . . .	—
<b>Totaal . . . . .</b>	<b>24 500</b>

## 52. Administration de la Réglementation

### MISSIONS

#### 1<sup>o</sup> Contrôle administratif :

- du Conseil supérieur des Classes moyennes et des Chambres des Métiers et Négocios, organes représentatifs des Classes moyennes;
- de l'Institut économique et social des Classes moyennes;

#### 2<sup>o</sup> Réglementations diverses :

- Carte professionnelle pour étrangers;
- Commerce ambulant;
- Licences pour bouchers et charcutiers;
- Licences pour détaillants en produits de viande;
- Accès aux professions commerciales et artisanales;
- Implantations commerciales (loi du 29 juin 1975);
- Ordre des Architectes (déontologie);
- Repos hebdomadaires dans les entreprises commerciales et artisanales;
- Distinctions honorifiques aux Classes moyennes;
- Accès aux professions intellectuelles prestataires de services.

#### 3<sup>o</sup> Recherche des infractions notamment en matière d'accès à la profession, de travail frauduleux, de commerce ambulant, de carte professionnelle et d'implantations commerciales.

## 52. Bestuur van de Reglementering

### OPDRACHTEN

#### 1<sup>o</sup> Administratieve controle :

- op de Hoge Raad voor de Middenstand en de Kamers van Ambachten en Neringen, representatieve organen van de Middenstand;
- op het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand;

#### 2<sup>o</sup> Diverse reglementeringen :

- Beroepskaart voor vreemdelingen;
- Ambulante handel;
- Vergunningen voor slagers en spekslagers;
- Vergunningen voor kleinhandelaars in vleeswaren;
- Toegang tot de handels- en de ambachtelijke beroepen;
- Handelsvestigingen (wet van 29 juni 1975);
- Orde van Architecten (deontologie);
- Wekelijkse rustdag in de handels- en ambachtsonderningen;
- Eervolle onderscheidingen aan de Middenstanders;
- Toegang tot de dienstverlenende intellectuele beroepen.

#### 3<sup>o</sup> Opsporing van overtredingen, inzonderheid op het stuk van toegang tot het beroep, sluikarbeid, ambulante handel, beroepskaart en handelsvestigingen.

### 52/0 -- SUBSISTANCE

### 52/0 -- BESTAANSMIDDELEN

Moyens en personnel	1989	1988	1987	Bezetting in personeel
Organique . . . . .	94	93	78	Organiek.
Non organique . . . . .	18	20	18	Niet-organiek.
Totaux . . . . .	112	113	96	Totalen.

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
01. Personnel. — Personeel :												
Rémunérations personnel de l'Etat. — Bezoldigingen Rijkspersoneel . . . . .	1	52	11.03	01	46	—	76,8	79,8	60,3	—	—	—
02. Biens et services. — Goederen en diensten :												
Promotion P.M.E. au niveau international. — Bevordering K.M.O.'s op internationaal vlak .	1	52	34.01	02	54	—	—	0,2	—	—	—	—
Conseil supérieur des Classes moyennes. — Hoge Raad voor de Middenstand . . . . .	1	52	41.02	02	23	P	89,5	83,9 (3,1)	81,4	—	—	—
07. Amortissement emprunts. — Delging leningen :												
— Amortissement emprunt Chambre Namur. — Delging lening Kamer Namen . . . . .	2	52	61.01	07	92	P	0,4	0,4	0,3	—	—	—
— Amortissement emprunt Chambre Limbourg. — Delging lening Kamer Limburg . . . . .	2	52	61.02	07	95	P	0,3	0,3	0,3	—	—	—
— Amortissement emprunt Chambre Anvers. — Delging lening Kamer Antwerpen . . . . .	2	52	61.03	07	01	P	0,3	0,3	0,2	—	—	—
— Amortissement emprunt Chambre Hainaut. — Delging lening Kamer Henegouwen . . . . .	2	52	61.04	07	04	P	0,3	0,3	0,2	—	—	—

Moyens budgétaires — <i>Begrotingsmiddelen</i>	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — <i>In miljoenen frank</i> )					
							C.N.D.+C.O. — <i>N.G.K.+O.K.</i>			C.E. — <i>V.K.</i>		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
08. Organisation élection membres — <i>Organisatie verkiezing leden</i> :												
Institut professions intellectuelles. — <i>Instituut intellectuelle beroepen</i> . . . . .	2	52	84.03	08	15	—	1,8	0,5	—	—	—	—
							Totaux. — <i>Totalen.</i>	169,4	165,7 (3,1)	142,7	—	—

Légende : voir tableau p. 32.

Legende : zie tabel blz. 32.

## COMMENTAIRE

Art. 41.02. — *Subvention au Conseil supérieur des Classes moyennes et aux Chambres des Métiers et Négocios.*

(En millions de francs)

## COMMENTAAR

Art. 41.02. — *Subsidie aan de Hoge Raad voor de Middenstand en aan de Kamers van Ambachten en Neringen.*

(In miljoenen frank)

	1989	1988	1987	
Ce crédit doit couvrir les frais de fonctionnement du Conseil supérieur des Classes moyennes ainsi que ceux des Chambres des Métiers et Négocios.	89,5	83,9 (3,1)	81,4	Dit krediet moet de werkingskosten dekkend van de Hoge Raad voor de Middenstand, alsmede die van de Kamers van Ambachten en Neringen.

## Il se justifie comme suit :

(En milliers de francs)

## Het wordt als volgt gerechtvaardigd :

(In duizendtallen frank)

	1989	1988	1987	
A. — Conseil supérieur des Classes moyennes				A. — Hoge Raad voor de Middenstand
RECETTES				ONTVANGSTEN
Subvention de l'Etat . . . . .	25 431	22 075 (611)	—	Subsidie van de Staat.
DEPENSES				UITGAVEN
Traitements et charges sociales . . . . .	17 575	16 303 (611)	—	Wedden en sociale lasten.
Frais d'aménagement . . . . .	289	249	—	Inrichtingskosten.
Frais de bureau . . . . .	948	656	—	Bureaukosten.
Loyer, éclairage, chauffage et entretien . .	3 000	3 000	—	Huur, verlichting, verwarming en onderhoud.
Documentation . . . . .	267	250	—	Documentatie.
Frais de déplacements, représentation, jetons de présence . . . . .	1 047	1 112	—	Verplaatsingskosten, representatie, presensiëgelden.
Frais divers . . . . .	5	505	—	Algemene kosten.
Modernisation du Conseil supérieur . . . . .	2 300	—	—	Modernisering van de Hoge Raad
	Totaux . . .	25 431	22 075 (611)	Totalen.
B. — Chambres des Métiers et Négocios				B. — Kamers van Ambachten en Neringen
RECETTES				ONTVANGSTEN
Subvention de l'Etat . . . . .	64 053	61 825 (2 489)	—	Subsidie van de Staat.
Revenus locatifs . . . . .	600	567	—	Huuropbrengsten.

	1989	1988	1987	
<b>DEPENSES</b>				<b>UITGAVEN</b>
Traitements et charges sociales . . . . .	46 300	45 420 (2 489)	—	Wedden en sociale lasten.
Loyer et frais d'occupation . . . . .	8 000	7 803	—	Huur en woonkosten.
Frais d'installation . . . . .	900	500	—	Installatiekosten.
Frais de bureau . . . . .	4 764	4 000	—	Bureukosten.
Documentation . . . . .	881	634	—	Documentatie.
Déplacements, représentation . . . . .	1 508	1 147	—	Verplaatsingen, representatie.
Charges financières, divers . . . . .	2 300	2 888	—	Financiële lasten, allerlei.
Information et coordination . . . . .	—	—	—	Informatie en coördinatie.
Totaux . . .	64 653	62 392 (2 489)	—	Totalen.
<b>RECAPITULATION</b>				<b>SAMENVATTING</b>
Conseil supérieur des Classes moyennes .	25 431	22 075 (611)	—	Hoge Raad voor de Middenstand.
Chambres des Métiers et Négocios . . . . .	64 053	61 825 (2 489)	—	Kamers van Ambachten en Neringen.
Totaux . . .	89 484	83 900 (3 100)	—	Totalen.
Arrondi à . . .	89 500	83 900 (3 100)	81 400	Afgerond op

Art. 61.01. — *Prise en charge de l'amortissement du capital emprunté par la Chambre des Métiers et Négocios de Namur en vue de l'achat d'un plateau de bureaux.*

Crédit 1989 : 0,4 million de francs.

Crédit destiné à l'amortissement du capital emprunté par la Chambre des Métiers et Négocios de Namur pour l'achat d'un plateau de bureaux.

Art. 61.02. — *Prise en charge de l'amortissement du capital emprunté par la Chambre des Métiers et Négocios du Limbourg en vue de l'achat d'un immeuble.*

Crédit 1989 : 0,3 million de francs.

Ce crédit est destiné à l'amortissement du capital emprunté par la Chambre des Métiers et Négocios du Limbourg pour l'achat d'un immeuble.

Art. 61.03. — *Prise en charge de l'amortissement du capital emprunté par la Chambre des Métiers et Négocios d'Anvers en vue de l'achat d'un immeuble.*

Crédit 1989 : 0,3 million de francs.

Ce crédit est destiné à l'amortissement du capital emprunté par la Chambre des Métiers et Négocios d'Anvers pour l'achat d'un immeuble.

Art. 61.04. — *Prise en charge de l'amortissement du capital emprunté par la Chambre des Métiers et Négocios du Hainaut en vue de l'achat de locaux.*

Crédit 1989 : 0,3 million de francs.

Crédit destiné à l'amortissement du capital emprunté par la Chambre des Métiers et Négocios du Hainaut pour l'achat de locaux.

Art. 84.03. — *Dépenses pour l'organisation des premières élections des membres des organes des Instituts prévus par la loi du 1<sup>er</sup> mars 1976, réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services.*

Crédit 1989 : 1,8 million de francs.

Art. 61.01. — *Ten laste nemen van de delging van het kapitaal ontleend door de Kamer van Ambachten en Neringen van Namen met het oog op de aankoop van een verdieping bureaus.*

Krediet 1989 : 0,4 miljoen frank.

Krediet bestemd voor de delging van het kapitaal ontleend door de Kamer van Ambachten en Neringen van Namen voor de aankoop van een verdieping bureaus.

Art. 61.02. — *Ten laste nemen van de delging van het kapitaal ontleend door de Kamer van Ambachten en Neringen van Limburg met het oog op de aankoop van een pand.*

Krediet 1989 : 0,3 miljoen frank.

Dit krediet is bestemd voor de delging van het kapitaal ontleend door de Kamer van Ambachten en Neringen van Limburg voor de aankoop van een pand.

Art. 61.03. — *Ten laste nemen van de delging van het kapitaal ontleend door de Kamer van Ambachten en Neringen van Antwerpen met het oog op de aankoop van een pand.*

Krediet 1989 : 0,3 miljoen frank.

Dit krediet is bestemd voor de delging van de lening aangegaan door de Kamer van Ambachten en Neringen van Antwerpen voor de aankoop van een pand.

Art. 61.04. — *Ten laste nemen van de delging van het kapitaal ontleend door de Kamer van Ambachten en Neringen van Henegouwen met het oog op de aankoop van lokalen.*

Krediet 1989 : 0,3 miljoen frank.

Krediet bestemd voor de delging van het kapitaal ontleend door de Kamer van Ambachten en Neringen van Henegouwen voor de aankoop van lokalen.

Art. 84.03. — *Uitgaven voor de organisatie van de eerste verkiezingen van de leden van de organen van de Instituten, voorzien door de wet van 1 maart 1976 tot reglementering van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen.*

Krediet 1989 : 1,8 miljoen frank.

Ces dépenses servent à avancer les sommes nécessaires à l'organisation des premières élections désignant les membres des organes de chaque institut.

Il s'agit d'avances récupérables (art. 8, loi du 15 juillet 1985).

Deze uitgaven dienen om de nodige sommen voor te schieten voor de inrichting van de eerste verkiezingen van de leden van de organen van ieder instituut.

Het betreft terugvorderbare voorschotten (art. 8, wet van 15 juli 1985).

## 53. Administration des Affaires sociales

## MISSIONS

- Le statut social des travailleurs indépendants.
- Le régime des pensions des travailleurs indépendants.
- Les prestations familiales des travailleurs indépendants.
- Accessoirement intervention en matière d'assurance maladie-invalidité.
- Dispense de cotisations sociales.

## 53/0 — SUBSTANCE

## 53. Bestuur van de Sociale Zaken

## OPDRACHTEN

- Het sociaal statuut van de zelfstandigen.
- De pensioenregeling der zelfstandigen.
- De gezinsbijslag voor zelfstandigen.
- In bijkomende orde, tegemoetkoming inzake ziekte- en invaliditeitsverzekering.
- Vrijstelling van sociale bijdragen.

## 53/0 — BESTAANSMIDDELEN

Moyens en personnel	1989	1988	1987	Bezetting in personeel		
Organique . . . . .	111	120	99	Organiek.		
Non organique . . . . .	13	10	12	Niet-organiek.		
Totaux . . . . .	124	130	111	Totalen.		

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
01. Personnel — Personeel :												
Rémunérations personnel de l'Etat. — Bezoldigingen Rijkspersoneel . . . . .	1	53	11.03	01	73	—	94,2	91,8	81,2	—	—	—
02. Biens et services. — Goederen en diensten :												
Acquisition de matériel. — Aankoop van materieel . . . . .	1	53	12.20	02	37	—	—	0,1	0,1	—	—	—
Totaux. — Totalen.							94,2	91,9	81,3	—	—	—

Légende : voir tableau p. 32.

Legende : zie tabel blz. 32.

## 53/1 — PENSIONS

Moyens en personnel inclus dans le programme 53/0.

## 53/1 — PENSIOENEN

Bezetting in personeel inbegrepen in programma 53/0.

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
10. Dette cumulée. — Gecumuleerde schuld :												
Amortissement dette cumulée pensions des indépendants. — Aflossing gecumuleerde schuld pensioenstelsel der zelfstandigen . . .	2	53	62.01	10	34	P	1 200,0	1 200,0	2 400,0	—	—	—
Totaux. — Totalen.							1 200,0	1 200,0	2 400,0	—	—	—

Légende : voir tableau p. 32.

Legende : zie tabel blz. 32.

## COMMENTAIRE

*Art. 62.01. — Produit d'emprunts utilisés pour l'amortissement de la dette cumulée du régime des pensions des indépendants.*

Crédit 1989 : 1 200,0 millions de francs.

En exécution de l'article 3, § 2, de la loi de redressement relative aux Classes moyennes, du 10 février 1981 et de l'arrêté royal du 26 mars 1981, modifié par l'arrêté royal du 6 novembre 1987, relatif au plan d'amortissement de la dette cumulée du régime de pension des travailleurs indépendants, tel que modifié dans le cadre de l'étalement de cet amortissement en vue du financement des mesures prises en matière de pension et d'assurance contre l'incapacité de travail, une tranche de 1,2 milliard de francs doit être prévue à cet article pour amortir en 1989 cette dette par le produit des emprunts.

## 53/2 — ALLOCATIONS FAMILIALES

Moyens en personnel inclus dans le programme 53/0.

Moyens budgétaires — <i>Begrotingsmiddelen</i>	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — <i>In miljoenen frank)</i>					
							C.N.D.+C.O. — <i>N.G.K.+O.K.</i>			C.E. — <i>V.K.</i>		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
20. <i>Allocations familiales. — Kinderbijslagen . . . . .</i>	1	53	42.01	20	74	P	4 930,6	4 154,0	6 109,8	—	—	—
			Totaux. — <i>Totalen.</i>				4 930,6	4 154,0	6 109,8	—	—	—

Légende : voir tableau p. 32.

## COMMENTAIRE

*Art. 42.01. — Subvention annuelle en vertu de la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants (art. 6).*

Crédit 1989 : 4 930,6 millions de francs.

Comme cela fut fait les années précédentes, le subside de l'Etat au régime des allocations familiales des travailleurs indépendants est réduit, par rapport à celui qui résulte de la loi organique, de façon à ce que le boni dudit régime soit de l'ordre du montant nécessaire pour couvrir les charges financières afférentes à la dette cumulée du régime de pension.

## 53/3 — MALADIE-INVALIDITE

Moyens en personnel inclus dans le programme 53/0.

Moyens budgétaires — <i>Begrotingsmiddelen</i>	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — <i>In miljoenen frank)</i>					
							C.N.D.+C.O. — <i>N.G.K.+O.K.</i>			C.E. — <i>V.K.</i>		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
30. <i>Examens médicaux I.N.A.M.I. — Medische onderzoeken R.I.Z.I.V. . . . .</i>	1	53	12.22	30	71	P	2,2	2,2	2,1 (0,3)	—	—	—
			Totaux. — <i>Totalen.</i>				2,2	2,2	2,1 (0,3)	—	—	—

Légende : voir tableau p. 32.

## COMMENTAAR

*Art. 62.01. — Leningsopbrengsten aangewend tot aflossing van de gecumuleerde schuld van het pensioenstelsel der zelfstandigen.*

Krediet 1989 : 1 200,0 miljoen frank.

Ter uitvoering van artikel 3, § 2, van de herstelwet inzake de Middenstand van 10 februari 1981 en van het koninklijk besluit van 26 maart 1981, gewijzigd door het koninklijk besluit van 6 november 1987, houdende het plan tot aflossing van de gecumuleerde schuld van het pensioenstelsel der zelfstandigen, zoals gewijzigd in het raam van de spreiding van deze aflossing met het oog op de financiering van de maatregelen genomen inzake pensioen en verzekering tegen arbeidsongeschiktheid, dient in dat artikel in een schijf van 1,2 miljard te worden voorzien om deze schuld in 1989 tot het verschuldigd bedrag af te lossen door de opbrengst van de leningen.

## 53/2 — KINDERBIJSLAGEN

Bezetting in personeel inbegrepen in programma 53/0.

Legende : zie tabel blz. 32.

## COMMENTAAR

*Art. 42.01. — Jaarlijse toelage op grond van de wet van 29 maart 1976 betreffende de gezinsbijslag voor zelfstandigen (art. 6).*

Krediet 1989 : 4 930,6 miljoen frank.

Zoals dit de voorgaande jaren gebeurde, wordt de Rijkssubsidie aan de kinderbijslagregeling voor zelfstandigen in vergelijking met deze die voortspruit uit de orgaanke wet zodanig verminderd dat het boni van dit stelsel een orde van grootte bereikt nodig om de financiële lasten te dekken die verband houden met de gecumuleerde schuld van het pensioenstelsel.

## 53/3 — ZIEKTE-INVALIDITEIT

Bezetting in personeel inbegrepen in programma 53/0.

Legende : zie tabel blz. 32.

## COMMENTAIRE

Art. 12.22. — *Frais d'administration résultant d'examens médicaux effectués par l'I.N.A.M.I. pour compte du Ministère des Classes moyennes.*

Crédit 1989 : 2,2 millions de francs.

L'article 35 de l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants prévoit que les prestations familiales en faveur des attributaires handicapés sont accordées après constatation par un médecin du service du contrôle médical de l'I.N.A.M.I. de la durée et du degré de l'incapacité de travail des enfants concernés.

(Lorsqu'il s'agit d'enfants d'indépendants, les frais des examens médicaux sont pris en charge par le Ministère des Classes moyennes.)

2 200 examens médicaux à 1 000 francs.

## COMMENTAAR

Art. 12.22. — *Administratiekosten wegens medische onderzoeken door het R.I.Z.I.V. voor rekening van het Ministerie van Middenstand.*

Krediet 1989 : 2,2 miljoen frank.

Artikel 35 van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen bepaalt dat de kinderbijslag ten gunste van minder-valide rech�evenden wordt toegekend na vaststelling door een geneesheer van de dienst voor geneeskundige controle van het R.I.Z.I.V. van de graad en de duur van de arbeidsongeschiktheid van de betrokken kinderen.

(Wanneer het gaat om kinderen van zelfstandigen, worden de kosten van de medische onderzoeken op de begroting van het Ministerie van Middenstand ingeschreven.)

2 200 medische onderzoeken aan 1 000 frank.

#### 54. Administration de l'expansion économique

##### MISSIONS

1. Tutelle de la Caisse nationale de Crédit professionnel (Fonds de Garantie et Fonds de participation inclus).
2. Autorisations préalables en matière de crédit sur fonds de commerce.
3. Subventions :
  - a) aides nationales :
    - complémentaires aux aides régionales (loi du 10 février 1981);
    - aux secteurs restés nationaux (loi du 4 août 1978);
    - b) à des organismes nationaux en vue d'assistance technique ou de promotion sociale aux P.M.E.;
    - c) aux commissions nationales des Métiers d'Art.
  4. Diverses actions, notamment en matière de :
    - prototypes;
    - création de zones d'emploi;
    - dispense de versement au Fonds pour l'emploi;
    - engagement de chômeurs en vue (arrêté royal n° 123 du 30 décembre 1982 et n° 496 du 31 décembre 1986)
      - de l'expansion économique;
      - de l'assistance aux P.M.E.;
      - création des centres de coordination;
      - fiscalité en faveur des P.M.E.

##### 54/0 — SUBSISTANCE

Moyens en personnel	1989	1988	1987	Bezetting in personeel
Organique . . . . .	14	16	12	Organiek.
Non organique . . . . .	5	7	4	Niet-organiek.
Totaux . . . . .	19	23	16	Totalen.

##### 54/0 — BESTAANSMIDDELEN

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
01. Personnel. — Personeel :												
Rémunérations personnel de l'Etat. — Bezoldigingen Rijkspersoneel . . . . .	1	54	11.03	01	03	—	15,8	16,2	13,5	—	—	—
02. Biens et services. — Goederen en diensten :												
Organisation d'expositions. — Organisatie tentoonstellingen . . .	1	54	12.21	02	67	—	0,6	0,6	0,4	—	—	—
							Totaux. — Totalen.			16,4	16,8	13,9
										—	—	—

Légende : voir tableau p. 32.

##### COMMENTAIRE

Art. 12.21. — Frais de participation à des expositions diverses dans le pays et à l'étranger. — Organisation d'expositions, de conférences et de concours.

Crédit 1989 : 600 000 francs.

Le crédit pour 1989 est estimé à 600 000 F.

Legende : zie tabel blz. 32.

##### COMMENTAAR

Art. 12.21. — Kosten van deelneming aan diverse tentoonstellingen in binnen- en buitenland. — Organisatie van tentoonstellingen, congressen en wedstrijden.

Krediet 1989 : 600 000 frank.

Het krediet voor 1989 wordt op 600 000 fr. geraamde.

## 54/1 - AIDE AUX ENTREPRISES

Moyens en personnel inclus dans le programme 54/0.

## 54/1 - HULP AAN ONDERNEMINGEN

Bezetting in personeel inbegrepen in programma 54/0.

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
<b>10. Aide financière. — Financiële hulp :</b>												
— Commission nationale métiers d'art. — Nationale Commissie kunstambachten . . . . .	1	54	32.01	10	01	—	1,8	1,8	0,5	—	—	—
— Caisse nationale de crédit professionnel — Fonds de garantie. — Nationale Kas Beroepskrediet — Waarborgfonds . . .	1	54	32.03	10	07	P	200,0	429,5	554,0	—	—	—
— Charges intérêts emprunts du Fonds de participation. — Rentelast van de leningen van het Participatiefonds . . . . .	1	54	32.04	10	10	P	8,7	—	—	—	—	—
— Fonds d'expansion économique. — Fonds economische expansie . . . . .	1	54	41.03	10	88	F	300,0	228,7	30,0	—	—	—
<b>Totaux. — Totalen.</b>							510,5	660,0	584,5	—	—	—

Légende : voir tableau p. 32.

## COMMENTAIRE

Art. 32.01. — Subventions à la Commission nationale des Métiers d'Art, à ses commissions spécialisées et à tous autres organismes chargés, par elle, de missions en matière de métiers d'art.

Crédit 1989 : 1,8 million de francs.

Art. 32.03. — Paiement à la Caisse nationale de Crédit professionnel du solde déficitaire du Fonds de Garantie (art. 25, loi du 4 août 1978).

Crédit 1989 : 200,0 millions de francs.

L'article 25 de la loi du 4 août 1978 stipule : « Les engagements du Fonds bénéficient de la garantie de bonne fin de l'Etat. Si, à la fin de l'exercice annuel de la C.N.C.P., l'actif du Fonds est insuffisant pour faire face aux débours, l'Etat paie définitivement à la C.N.C.P. à la première demande de celle-ci le solde déficitaire du Fonds. »

Ce déficit au 31 décembre 1988 est estimé à 200,0 millions.

Art. 32.04. — Paiement au Fonds de participation créé au sein de la Caisse nationale de Crédit professionnel d'une partie des charges d'intérêts des emprunts contractés par ce Fonds et des frais administratifs y afférents (art. 26, loi du 2 juillet 1986, Moniteur belge du 8 juillet 1986).

Ce crédit est estimé à 8,7 millions.

Art. 41.03. — Transfert au Fonds d'Expansion économique et de reconversion régionale, article 60.01.A. du Titre IV.

Ce crédit est estimé à 300,0 millions.

Legende : zie tabel blz. 32.

## COMMENTAAR

Art. 32.01. — Subsidies aan de Nationale Commissie voor Kunstambachten, aan haar gespecialiseerde commissies en aan alle andere organismen, door haar belast met opdrachten inzake kunstambachten.

Krediet 1989 : 1,8 miljoen frank.

Art. 32.03. — Betaling aan de Nationale Kas voor Beroepskrediet van het debetsaldo van het Waarborgfonds (Art. 25, wet van 4 augustus 1978).

Krediet 1989 : 200,0 miljoen frank.

Artikel 25 van de wet van 4 augustus 1978 bepaalt : « Op de verbintenissen van het Fonds wordt Staatswaarborg verleend. Indien bij het sluiten van het dienstjaar van de N.K.B.K. de activa van het Fonds ontoreikend zijn om de uitgaven te bestrijden, vereftent de Staat definitief het debetsaldo bij de N.K.B.K., op eenvoudig verzoek van deze laatste. »

Dit deficit op 31 december 1988 is geschat op 200,0 miljoen.

Art. 32.04. — Betaling aan het in de schoot van de Nationale Kas voor Beroepskrediet opgericht Participatiefonds van een deel van de rentelast van de door dit Fonds aangegeven leningen en van de desbetreffende administratiekosten (art. 26, wet van 2 juli 1986, Belgisch Staatsblad van 8 juli 1986).

Dit krediet is op 8,7 miljoen geschat.

Art. 41.03. — Transfer naar het Fonds voor de Economische Expansie en de Regionale Reconvertie, artikel 60.01.A., Titel IV.

Dit krediet is op 300,0 miljoen geschat.

(En millions de francs)		(In miljoenen frank)
Fonds 60.01.A. — Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (arrêté royal n° 1 du 18 avril 1967) transfert de l'article 41.03, 'Titre I	Programme 54/1 — <i>Programma</i> 54/1 Aide aux entreprises — <i>Hulp aan</i> <i>ondernemingen</i>	Fonds 60.01.A. — Fonds voor de Economische Expansie en voor Regionale Reconvertie (koninklijk besluit nr. 1 van 18 april 1967) transfer van artikel 41.03, Titel I
Année 1988 : dépenses totales . . . . .	341,0	Jaar 1988 : totale uitgaven.
<i>Recettes 1989 :</i>		
Solde reporté au 1 <sup>er</sup> janvier 1989 . . . . .	—	<i>Ontvangsten 1989 :</i> Overgedragen saldo op 1 januari 1989.
Recettes budgétaires (transfert de l'article 41.03) . . . . .	300,0	Begrotingsontvangsten (overdracht van artikel 41.03).
Remboursements . . . . .	—	Terugbetalingen.
Total recettes . . . . .	300,0	Totaal ontvangst.
<i>Dépenses 1989 :</i>		
Subventions en exécution de la loi de redressement du 10 février 1981 et de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique . . . . .	277,1	<i>Uitgaven 1989 :</i> Toelagen op grond van de herstelwet van 10 februari 1981 en de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering.
Subventions aux organismes et institutions s'occupant de recherche appliquée . . . . .	7,0	Subsidies aan instellingen en organismen die zich bezighouden met het toegepast onderzoek.
Fonds de garantie (frais de fonctionnement) . . . . .	15,9	Waarborgfonds (werkingskosten).
Total dépenses. . . . .	300,0	Totaal uitgaven.
Solde à nouveau au 31 décembre 1989 . . . . .	—	Nieuw saldo op 31 december 1989.
Autorisations d'engagement en 1989 . . . . .	371,9 (1)	Vastleggingsmachtigingen in 1989.

(1) Avant la réforme de l'Etat.

(1) Vóór de Staatshervorming.

**C. -- JUSTIFICATION GLOBALE  
AFFERENTE A DES ARTICLES COMMUNS**

Art. 11.03. — *Rémunérations du personnel, etc.*  
(En milliers de francs)

**C. -- GLOBALE VERANTWOORDING  
BETREFFENDE DE  
GEMEENSCHAPPELIJKE ARTIKELEN**

Art. 11.03. — *Bezoldigingen van het personeel, enz.*  
(In duizendtallen frank)

	1989	1988	1987 Ordonnancements — Ordonnanceringen	
<i>Traitements proprement dits . . . . .</i>	239 076	236 124	—	<i>Eigenlijke wedden.</i> waarvan :
<i>dont :</i>				— werknemersbijdragen W.W.K. of W.K. — werknemersbijdragen V.Z.I. of R.M.Z.
— cotisations personnelles C.V.O. ou C.O.	15 108	15 604		
— cotisations personnelles A.M.I. ou O.N.S.S.	8 294	8 538		
<i>Décomposition :</i>				<i>Samenstelling :</i>
<i>Traitements barémiques . . . . .</i>	87 191	88 768		<i>Baremabezoldigingen.</i>
<i>Augmentations barémiques . . . . .</i>	550	481		<i>Weddeverhogingen.</i>
<i>Promotions de grade . . . . .</i>	779	682		<i>Bevorderingen in graad.</i>
<i>Recrutements autorisés dans les limites du cadre . . . . .</i>	275	1 402		<i>Toegelaten aanwervingen binnen de perken van het kader.</i>
<i>Recrutements non autorisés en vue de compléter le cadre . . . . .</i>	—	—		<i>Aanwervingen waarvoor geen machting bestaat om het kader aan te vullen.</i>
<i>Majoration indiciaire . . . . .</i>	147 137	143 554		<i>Indexverhoging.</i>
<i>Réduction pour départs et mises à la pension prévisibles . . . . .</i>	-11 811	-12 714		<i>Vermindering wegens voorziene uitdiensttredingen en oppensioenstellingen.</i>
<i>Allocations de foyer et de résidence . . . . .</i>	1 733	1 628		<i>Haard- en standplaatsstoelagen.</i>
<i>Allocations pour fonctions supérieures . . . . .</i>	486	711		<i>Toelagen voor hogere functies.</i>
<i>Allocations de fin d'année . . . . .</i>	4 980	5 009		<i>Eindejaarstoelagen.</i>
<i>Majoration indiciaire . . . . .</i>	7 756	6 603		<i>Indexverhoging.</i>
<i>Totaux . . . . .</i>	239 076	236 124		<i>Totalen.</i>
<i>Allocations directes . . . . .</i>	18 190	18 023		<i>Directe toelagen.</i>
<i>Décomposition :</i>				<i>Samenstelling :</i>
<i>Allocations familiales . . . . .</i>	3 896	4 546		<i>Kinderbijslagen.</i>
<i>Allocations de naissance . . . . .</i>	125	125		<i>Geboortetoelagen.</i>
<i>Indemnités pour frais funéraires . . . . .</i>	125	125		<i>Vergoedingen voor begrafenis kosten.</i>
<i>Indemnités pour accidents du travail . . . . .</i>	382	400		<i>Vergoedingen voor arbeidsongevallen.</i>
<i>Pécules de vacances . . . . .</i>	8 869	8 255		<i>Verlofgelden.</i>
<i>Majoration indiciaire . . . . .</i>	4 793	4 572		<i>Indexverhoging.</i>
<i>Totaux . . . . .</i>	18 190	18 023		<i>Totalen.</i>
<i>Cotisations patronales . . . . .</i>	11 245	10 757		<i>Werkgeversbijdragen.</i>
— A.M.I. . . . .	8 124	8 014		— V.Z.I.
— O.N.S.S. . . . .	3 121	2 743		— R.M.Z.
<i>Totaux . . . . .</i>	11 245	10 757		<i>Totalen.</i>
<i>Totaux généraux . . . . .</i>	268 511	264 904		Algemene totalen.
<i>Arrondi à . . . . .</i>	268 500	264 900		Afgerond op.
<i>Recrutements en extension du cadre . . . . .</i>	—	—	—	Aanwervingen wegens uitbreiding van kader.
<i>Totaux généraux . . . . .</i>	268 500	264 900	261 000	Algemene totalen.
<i>Années antérieures . . . . .</i>	—	—	(5 600)	Vorige jaren.

**D. — JUSTIFICATION — TITRE IV  
SECTION PARTICULIERE**

Section I

**Dépenses de l'Etat sur ressources affectées**

CHAPITRE I

**FONDS ALIMENTÉS PRINCIPALEMENT  
PAR DES CREDITS BUDGETAIRES**

Art. 60.01.A. — *Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (arrêté royal n° 1 du 18 avril 1967), transfert de l'article 41.03, Titre I.*

(En milliers de francs)

<i>Classification économique</i>	<i>Credit initial — Oorspronk. krediet 1989</i>	<i>Credit — krediet 1988</i>	<i>Réalisations — Verwezen- lijkingen 1987</i>	<i>Economische classificatie</i>
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
990 Solde reporté . . . . .	—	109 300	363 500	Overgedragen saldo . . . . . 990
460 Transfert de l'article 41.03 du Titre I. — Dépenses courantes . . . . .	300 000	228 700	30 000	Overdrachten van artikel 41.03 van Titel I — Lopende uitgaven.
Remboursements . . . . .	—	3 000	3 000	Terugbetalingen.
	<b>Totaux . . .</b>	<b>300 000</b>	<b>341 000</b>	<b>396 500</b>
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
312 Subventions en exécution de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux Classes moyennes et de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique : primes de premier établissement et suppléments de subventions en capital, en intérêts et de primes d'emploi . . .	277 100	318 500	278 114	Toelagen op grond van de herstelwet van 10 februari 1981 inzake de Middenstand en van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering : premies van eerste vestiging en aanvullende kapitaalpremies, rentetoelagen en arbeidsplaatspremies.
323 Subventions aux organismes et institutions s'occupant de recherche appliquée, d'assistance technique, de promotion commerciale et d'information au profit du secteur « Classes moyennes » . . . . .	7 000	7 000	1 886	Subsidies aan instellingen en organismen die zich bezighouden met het toegepast onderzoek, technische bijstand, handelspromotie en informatie ten voordele van de sector « Middenstand ». 323
01 Autres dépenses : — Fonds de garantie (frais de fonctionnement) . . . . .	15 900	15 500	7 200	Andere uitgaven : 01
	<b>Totaux . . .</b>	<b>300 000</b>	<b>341 000</b>	<b>287 200</b>
950 Solde à nouveau . . . . .	—	—	109 300	Nieuw saldo . . . . . 950

Ce crédit est destiné à couvrir :

Les subventions aux institutions publiques et privées de crédit, aux entreprises industrielles, artisanales et commerciales et aux professions libérales pour favoriser une politique d'investissement et de crédit aux classes moyennes en vue d'assurer leur adaptation permanente tant sur le plan technique qu'économique et leur participation à l'expansion économique, à savoir :

En milliers de francs

I. — Les frais de fonctionnement du Fonds de garantie au sein de la C.N.C.P. . . . .

15 900

Dit bedrag moet dienen voor de betaling van :

Subsidies aan de openbare en private kredietinstellingen, aan de industriële, ambachtelijke en handelsondernemingen en aan de vrije beroepen, tot bevordering van een investerings- en kredietpolitiek voor de middenstand, teneinde hun doorlopende aanpassing, zowel op het technisch als economische plan en hun deelneming aan de economische expansie te verzekeren :

In duizend-tallen frank

I. — De werkingskosten van het Waarborgfonds in de schoot van de N.K.B.K. . . . . 15 900

II. — Les subventions pour le relèvement, la promotion économique et technique du secteur " Classes moyennes ", pour l'information, l'assistance technique et l'aide à la gestion des petites et moyennes entreprises, les études économiques et autres dépenses . . . . .	7 000
III. — Subventions en exécution de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux Classes moyennes et de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique; primes de premier établissement et suppléments de subventions en capital, en intérêts et de primes d'emploi . . . . .	277 100
Total . . . . .	300 000

## CHAPITRE II

## FONDS DE REMPLACEMENT DE CREDITS BUDGETAIRES

Art. 63.01.C. — *Caisse de prêts aux agents en activité de service, aux pensionnés et à leur veuve bénéficiant d'une pension de survie (arrêté du Régent du 26 juin 1947 et arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> décembre 1948).*

(En milliers de francs)

II. — De subsidies voor de economische en technische opbrengst en bevordering van de sector " Middenstand ", voor de informatie, de technische bijstand en de steun aan het beheer van de kleine en middelgrote ondernemingen, de economische studies en andere uitgaven . . . . .	7 000
III. — Toelagen op grond van de herstelwet van 10 februari 1981 inzake de Middenstand, en de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering: premies van eerste vestiging en aanvullende kapitaalpremies, rentetoelagen en arbeidsplaatspremies . . . . .	277 100
Totaal . . . . .	300 000

## HOOFDSTUK II

## WEDERBELEGGINGSFONDSEN VAN BEGROTINGSKREDIETEN

Art. 63.01.C. — *Leningsfonds voor de personeelsleden in actieve dienst, aan de gepensioneerden en aan hun weduwe rechthebbende op een overlevingspensioen (besluit van de Regent van 26 juni 1947 en ministerieel besluit van 1 december 1948).*

(In duizendtallen frank)

Classification économique	Crédit initial — Oorspronk. krediet 1989	Crédit — krediet 1988	Réalisations — Verwezen- lijkingen 1987	Economische classificatie
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
990 Solde reporté . . . . .	12	12	119	Overgedragen saldo . . . . . 990
460 Transfert de l'article 11.05, Titre I.	—	—	—	Transfer van artikel 11.05 Titel I 460
870 Remboursement de prêts par les agents . . . . .	300	300	559	Terugbetaling van leningen door de personeelsleden. 870
<i>Totaux . . . . .</i>	<b>312</b>	<b>312</b>	<b>678</b>	<i>Totalen.</i>
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
820 Octroi de prêts aux agents . . . . .	300	300	666	Toekenning van leningen aan de personeelsleden. 820
<i>Totaux . . . . .</i>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>666</b>	<i>Totalen.</i>
950 Solde à nouveau . . . . .	12	12	12	Nieuw saldo . . . . . 950

Le présent article concerne les prêts consentis au personnel du Département, en application de l'arrêté du Régent du 26 juin 1947 créant un service social au sein du Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes et de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> décembre 1948 qui en règle l'organisation et le fonctionnement.

Ce fonds peut être alimenté par :

- le solde de l'année antérieure;
- le transfert du crédit prévu à cet effet à l'article 11.05 du Titre I;
- des remboursements de prêts consentis au personnel du Département.

Ces prêts ne sont accordés que dans les cas où les agents se trouvent dans une situation pécuniaire très difficile résultant de maladies, d'accidents ou d'autres événements malheureux qui nécessitent des dépenses élevées hors de rapport avec les ressources des intéressés. Chaque prêt donne lieu à une enquête préalable du Service social du Département.

Onderhavig artikel betreft leningen toegestaan aan het personeel van het Departement, bij toepassing van het besluit van de Regent van 26 juni 1947, houdende oprichting van een sociale dienst bij het Ministerie van Economische Zaken en Middenstand en van het ministerieel besluit van 1 december 1948 houdende regeling van de organisatie en van de werking ervan.

Dit fonds kan gestijfd worden door :

- het saldo van het voorgaande jaar;
- kredietoverdracht te dien einde voorzien op artikel 11.05 van Titel I;
- terugbetalingen van de toegestane leningen aan het personeel van het Departement.

Deze leningen worden maar toegekend in de gevallen van zeer moeilijke geldelijke toestand voortspruitend uit ziekten, ongevalen of andere ongelukkige gebeurtenissen die belangrijke uitgaven vergen die buiten verhouding staan met de inkomsten van de belanghebbenden. Iedere lening geeft aanleiding tot een voorafgaand onderzoek door de Sociale Dienst van het Departement.

CHAPITRE I<sup>er</sup>FONDS ALIMENTÉS PAR  
DES RESSOURCES PARTICULIÈRES

Art. 66.01.C. — *Fonds spécial destiné au paiement des rémunérations et des frais des organes de contrôle de l'Etat auprès des organismes d'intérêt public soumis aux lois du 10 juin 1937 et du 16 mars 1954, ainsi qu'auprès de tous autres organismes parastataux.*

(En milliers de francs)

## HOOFDSTUK III

FONDSEN GESTIJFD DOOR  
BIJZONDERE INKOMSTEN

Art. 66.01.C. — *Speciaal fonds tot het uitkeren van de bezoldigingen en de onkosten van de controle-organen van de Staat bij de instellingen van openbaar nut, onderworpen aan de wetten van 10 juni 1937 en 16 maart 1954, alsmede bij alle andere parastatale instellingen.*

(In duizendtallen frank)

<i>Classification économique</i>	Crédit initial 1989 <i>Oorspronk. krediet 1989</i>	Crédit 1988 <i>Krediet 1988</i>	Réalisations 1987 <i>Verwezen- lijkingen 1987</i>	<i>Economische classificatie</i>
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
990 Solde reporté . . . . .	—	52	110	Overgedragen saldo . . . . . 990
080 Versements . . . . .	1 700	1 500	1 606	Overgedragen saldo . . . . . 080
<i>Totaux . . .</i>	<b>1 700</b>	<b>1 552</b>	<b>1 716</b>	<i>Totalen.</i>
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
030 Paiement des rémunérations et indemnités . . . . .	1 700	1 552	1 664	Betaling van de bezoldigingen en vergoedingen 030
<i>Totaux . . .</i>	<b>1 700</b>	<b>1 552</b>	<b>1 664</b>	<i>Totalen.</i>
950 Solde à nouveau . . . . .	—	—	52	Nieuw saldo . . . . . 950

## Section II

**Services de l'Etat  
soumis à des règles de gestion particulières**

## CHAPITRE I

**SERVICES DE L'ETAT A GESTION SEPARÉE**

Art. 70.01.C. — *Restaurants et réfectoires.*  
(En milliers de francs)

## Sectie II

**Staatsdiensten aan  
bijzondere beheersregelen onderworpen**

## HOOFDSTUK I

**STAATSDIENSTEN MET AFZONDERLIJK BEHEER**

Art. 70.01.C. — *Restaurants en refeters.*  
(In duizendtallen frank)

<i>Classification économique</i>	Crédit initial 1989 <i>Oorspronk. krediet 1989</i>	Crédit 1988 <i>— krediet 1988</i>	Réalisations 1987 <i>Verwezen- lijkingen 1987</i>	<i>Economische classificatie</i>
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
990 Solde reporté . . . . .	145	145	35	Overgedragen saldo . . . . . 990
030 Opérations internes . . . . .	2 500	2 500	1 383	Interne verrichtingen 030
	<b>Totaux . . .</b>	<b>2 645</b>	<b>2 645</b>	<b>1 418</b>
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
080 Dépenses internes . . . . .	2 500	2 500	1 273	Interne uitgaven . . . . . 080
	<b>Totaux . . .</b>	<b>2 500</b>	<b>2 500</b>	<b>1 273</b>
950 Solde à nouveau . . . . .	145	145	145	Nieuw saldo . . . . . 950

Montant des recettes et des dépenses à rattacher à cet article  
pour les besoins des réfectoires du Département.

Bedrag der ontvangsten en uitgaven te hechten aan dit artikel  
voor de behoeften van de refeters van het Departement.

**E. — REGROUPEMENT  
TABLEAU DES CODES ECONOMIQUE**

(En millions de francs)

**E. — HERGROEPING  
TABEL DER ECONOMISCHE CODES**

(In miljoenen frank)

Sect. et art. 1989 — Sect. en art. 1989	Code économique — <i>Economische code</i>		1989 Initial — <i>Oorspronkelijk</i>	1988 Ajusté — <i>Aangepast</i>	1987 Réalisé <sup>(1)</sup> — <i>Verwezenlijkt</i> <sup>(1)</sup>
	N° — Nr. — <i>Codenr.</i>	Libellé — <i>Benaming</i>			
<b>Titre I Titel I</b>		<b>CABINETS MINISTERIELS MINISTERIELE KABINETTEN.</b>			
01	11.02	111 Salaires. — <i>Lonen</i> . . . . .	—	—	— (0,5)
		112 Allocations. — <i>Toelagen</i> . . . . .	—	—	—
		113 Contributions patronales. — <i>Werkgeversbijdragen</i> . . .	—	—	—
	12.19	121 Dépenses de fonctionnement. — <i>Werkingskosten</i> . . .	—	—	— (0,1)
02	12.19	121 Dépenses de fonctionnement. — <i>Werkingskosten</i> . . .	—	—	— (0,1)
03	11.01	111 Salaires. — <i>Lonen</i> . . . . .	—	1,0	2,0
	11.02	112 Allocations. — <i>Toelagen</i> . . . . .	—	—	—
	11.02	111 Salaires. — <i>Lonen</i> . . . . .	—	14,6	24,0
				(0,6)	(5,8)
		112 Allocations. — <i>Toelagen</i> . . . . .	—	1,4	2,8
		113 Contributions patronales. — <i>Werkgeversbijdragen</i> . . .	—	1,7	3,2
	12.06	122 Location bâtiment. — <i>Huur gebouwen</i> . . . . .	—	3,8	5,8
				(0,6)	
12.07	121	Dépenses de fonctionnement. — <i>Werkingskosten</i> . . .	—	—	0,6
12.19	121	Dépenses de fonctionnement. — <i>Werkingskosten</i> . . .	—	8,5	13,7
				(2,1)	
11	11.01	111 Salaires. — <i>Lonen</i> . . . . .	1,7	1,0	—
	11.02	111 Salaires. — <i>Lonen</i> . . . . .	31,9	21,2	0,6 (1,8)
		112 Allocations. — <i>Toelagen</i> . . . . .	3,6	2,3	—
		113 Contributions patronales. — <i>Werkgeversbijdragen</i> . . .	2,3	1,4	—
	12.06	122 Location bâtiments. — <i>Huur gebouwen</i> . . . . .	11,0	5,5	—
	12.07	121 Dépenses de fonctionnement. — <i>Werkingskosten</i> . . .	—	—	0,4
	12.19	121 Dépenses de fonctionnement. — <i>Werkingskosten</i> . . .	8,6	5,5	1,6 (1,5)
		<b>ENSEMBLE DU DEPARTEMENT GEHEEL VAN HET DEPARTEMENT</b>			
<b>Titre I Titel I</b>					
11.03	111	Salaires. — <i>Lonen</i> . . . . .	239,1	236,2	232,5 (5,6)
	112	Allocations. — <i>Toelagen</i> . . . . .	18,2	18,0	17,9
	113	Contributions patronales. — <i>Werkgeversbijdragen</i> . . .	11,2	10,7	10,6
11.04	111	Salaires. — <i>Lonen</i> . . . . .	0,5	0,5	0,3 (0,2)
11.05	115	Salaires en nature. — <i>Lonen in natura</i> . . . . .	3,5	3,5	2,5 (0,1)
12.01	121	Dépenses de fonctionnement. — <i>Werkingskosten</i> . . .	6,4	6,4	5,5 (0,1)

<sup>(1)</sup> Le texte des renvois figure en bas de la dernière page du tableau.<sup>(1)</sup> De tekst van de verwijzingen bevindt zich onderaan op de laatste bladzijde van de tabel.

(En millions de francs)

(In miljoenen frank)

Sect. et art. 1989 — Sect. en art. 1989	Code économique — <i>Economische code</i>		1989 Initial — <i>Oorspronkelijk</i>	1988 Initial — <i>Oorspronkelijk</i>	1987 Réalisé (1) — <i>Verwezenlijkt (1)</i>
	N° — Nr.	N° du code — Codenumr.	Libellé — <i>Benaming</i>		
12.02	121	Dépenses de fonctionnement. — <i>Werkingskosten</i> . . . . .	46,8	44,2 (2,7)	46,7 (1,4)
12.03	121	Dépenses de fonctionnement. — <i>Werkingskosten</i> . . . . .	7,3	8,4	7,5
12.04	121	Dépenses de fonctionnement. — <i>Werkingskosten</i> . . . . .	—	5,0	6,3
12.05	121	Dépenses de fonctionnement. — <i>Werkingskosten</i> . . . . .	10,2	9,7	8,7
12.06	122	Location bâtiments. — <i>Huur gebouwen</i> . . . . .	42,1	57,1	82,4 (8,2)
12.07	121	Dépenses de fonctionnement. — <i>Werkingskosten</i> . . . . .	1,0	2,1	1,1
12.20	123	Achats spécifiques. — <i>Specifieke aankopen</i> . . . . .	—	0,1	0,1
12.21	123	Achats spécifiques. — <i>Specifieke aankopen</i> . . . . .	0,6	0,6	0,4
12.22	126	Coûts prestations utilité collective effectués par des tiers. — <i>Kosten van door derden geleverde prestaties met collectief nut</i> . . . . .	2,2	2,2	2,1 (0,3)
32.01	323	Subventions aux entreprises, aux a.s.b.l. au service des entreprises. — <i>Subsidies aan bedrijven, aan v.z.w.'s ten dienste van bedrijven</i> . . . . .	1,8	1,8	0,5
32.03	321	Transferts revenus aux entreprises publiques. — <i>Inkomensoverdrachten aan openbare bedrijven</i> . . . . .	200,0	429,5	554,0
32.04	321	Transferts revenus aux entreprises publiques. — <i>Inkomensoverdrachten aan openbare bedrijven</i> . . . . .	8,7	—	—
33.01	336.1	Autres transferts aux ménages. — <i>Andere overdrachten aan gezinnen</i> . . . . .	0,3	0,1	—
34.01	343	Autres transferts à l'étranger. — <i>Andere overdrachten aan het buitenland</i> . . . . .	—	0,2	—
41.01	410	Transferts aux institutions, fonds. — <i>Overdrachten aan instellingen, fondsen</i> . . . . .	139,9	134,4	134,0
41.02	410	Transferts aux institutions, fonds. — <i>Overdrachten aan instellingen, fondsen</i> . . . . .	89,5	83,9 (3,1)	81,4
41.03	410	Transferts aux institutions, fonds. — <i>Overdrachten aan instellingen, fondsen</i> . . . . .	300,0	228,7	30,0
42.01	425	Transferts à la sécurité sociale (allocations familiales). — <i>Overdrachten aan de sociale zekerheid (kinderbijslagen)</i> . . . . .	4 930,6	4 154,0	6 109,8
44.01	443	Transferts à l'enseignement libre. — <i>Overdrachten aan het vrij onderwijs</i> . . . . .	24,5	29,2 (1,0)	28,1
Titre II Titel II	<b>PARTIE I</b> Crédits destinés à la réalisation du programme d'investissement				
	<b>DEEL I</b> Kredieten bestemd voor de uitvoering van het investeringsprogramma				
<b>ENSEMBLE DU DEPARTEMENT</b> <b>GEHEEL VAN HET DEPARTEMENT</b>					
74.01	741	Achats véhicules automobiles. — <i>Aankopen autovoertuigen</i> . . . . .	0,3	—	—
	742	Achats mobilier, machines, matériel. — <i>Aankopen meubilair, machines, materieel</i> . . . . .	2,6	2,9	1,6

<sup>(1)</sup> Le texte des renvois figure en bas de la dernière page du tableau.<sup>(1)</sup> De tekst van de verwijzingen bevindt zich onderaan op de laatste bladzijde van de tabel.

(En millions de francs)

(In miljoenen frank)

Sect. et art. 1989 — Sect. en art. 1989	Code économique — <i>Economische code</i>		1989 Initial — <i>Oorspronkelijk</i>	1988 Initial — <i>Oorspronkelijk</i>	1987 Réalisé <sup>(1)</sup> — <i>Verwezenlijkt</i> <sup>(1)</sup>			
	N° — Nr. — <i>Codena.</i>	Libellé — <i>Benaming</i>						
<b>PARTIE II</b>								
Crédits non destinés à la réalisation du programme d'investissement								
<b>DEEL II</b>								
<i>Kredieten niet bestemd voor de uitvoering van het investeringsprogramma</i>								
<b>CABINETS MINISTERIELS</b>								
<b>MINISTERIELE KABINETTEN</b>								
03	74.01	741	Achats véhicules automobiles. — <i>Aankopen autovoertuigen</i> . . . . .	—	—			
		742	Achats mobilier, machines, matériel. — <i>Aankopen meubilair, machines, materieel</i> . . . . .	—	0,1			
					0,4			
11	74.01	741	Achats véhicules automobiles. — <i>Aankopen autovoertuigen</i> . . . . .	0,5	—			
		742	Achats mobilier, machines, matériel. — <i>Aankopen meubilair, machines, materieel</i> . . . . .	0,1	0,6			
					0,3			
<b>ENSEMBLE DU DEPARTEMENT</b>								
<b>GEHEEL VAN HET DEPARTEMENT</b>								
61.01	613		Amortissement emprunt C.M.N. Namur. — <i>Delging lening KAN Namen</i> . . . . .	0,4	0,4			
61.02	613		Amortissement emprunt C.M.N. Limbourg. — <i>Delging lening KAN Limburg</i> . . . . .	0,3	0,3			
61.03	613		Amortissement emprunt C.M.N. Anvers. — <i>Delging lening KAN Antwerpen</i> . . . . .	0,3	0,3			
61.04	613		Amortissement emprunt C.M.N. Hainaut. — <i>Delging lening KAN Henegouwen</i> . . . . .	0,3	0,2			
62.01	62		Transferts capitaux à la sécurité sociale. — <i>Overdrachten kapitalen aan de sociale zekerheid</i> . . . . .	1 200,0	1 200,0			
84.03	843		Election institut professions intellectuelles. — <i>Verkiezing instituut intellectuele beroepen</i> . . . . .	1,8	0,5			
			Totaux. — <i>Totalen</i> . . . . .	7 350,1	6 739,8 (10,1)			
					9 820,7 (25,7)			

<sup>(1)</sup> 1987 : 1987 + 1986 reportées. Entre parenthèses : années antérieures.<sup>(1)</sup> 1987 : 1987 + 1986 overgedragen. Tussen haakjes : vorige jaren.

## F. — TABLEAU SYNTHETIQUE DES CADRES ET DES EFFECTIFS

(Estimation des coûts en millions de francs)

ADMINISTRATION BESTUUR	Secrétariat général Secretariaat-generaal					Administr. des services généraux Administr. der algemene diensten					Administr. des affaires sociales Administr. der sociale zaken				
	Effectif Bezetting					Effectif Bezetting					Effectif Bezetting				
	Cadre Kader	Agents définitifs — Vast personeel	Agents tempor. — Tijdelijk personeel	Chôm. et stagiaires — Werkl. en stagiaires	Estim. des coûts — Kosten-raming	Cadre Kader	Agents définitifs — Vast personeel	Agents tempor. — Tijdelijk personeel	Chôm. et stagiaires — Werkl. en stagiaires	Estim. des coûts — Kosten-raming	Cadre Kader	Agents définitifs — Vast personeel	Agents tempor. — Tijdelijk personeel	Chôm. et stagiaires — Werkl. en stagiaires	Estim. des coûts — Kosten-raming
<b>SERVICES PERMANENTS</b>															
<b>VASTE DIENSTEN</b>															
Niveau 1. — Niveau 1 :															
— Fonctionnaires généraux. — <i>Ambtenaren-generaal</i> . . . . .															
1	—	—	—	—	—	1	2 <sup>(1)</sup>	—	—	1,6	2	2	—	—	1,6
— Autres rangs. — <i>Andere rangen</i> . . . . .															
11	7	1	1	3,8	14	6	—	—	2,5	28	24	—	1	10,2	
Niveau 2. — Niveau 2 . . . . .	3	4	—	—	1,1	42	16	1	3	4,5	68	60	2	5	13,6
Niveau 3. — Niveau 3 . . . . .	7	8	—	1	1,6	32	19	1	2	4,2	19	19	—	5	4,5
Niveau 4. — Niveau 4 . . . . .	—	—	—	—	—	39	24	—	—	4,6	4	3	—	—	0,6
Totaux. — Totalen . . . . .	22	19	1	2	6,5	128	67 <sup>(1)</sup>	2	5	17,4	121	108	2	11	30,5
<b>SERVICES TEMPORAIRES</b>															
<b>TIJDELIJKE DIENSTEN</b>															
DISPONIBILITE															
TER BESCHIKKING															
Niveau 1. — Niveau 1 :															
— Fonctionnaires généraux. — <i>Ambtenaren-generaal</i> . . . . .															
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres rangs. — <i>Andere rangen</i> . . . . .															
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—
Niveau 2. — Niveau 2 . . . . .	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2	—	—
Niveau 3. — Niveau 3 . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Niveau 4. — Niveau 4 . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux. — Totalen . . . . .	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	3	—	—
<b>PERSONNEL AUXILIAIRE</b>															
<b>HULPPERSONEEL</b>															
Niveau 4. — Niveau 4 . . . . .															
Totaux. — Totalen . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	1	—	0,2	—	—	—	—	—
Totaux généraux. — <i>Algemene totalen</i> . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	1	—	0,2	—	—	—	—	—
	22	19	1	2	6,5	128	70 <sup>(1)</sup>	3 <sup>(2)</sup>	5	17,6	121	111	2	11	30,5

<sup>(1)</sup> Dont deux adjoints bilingues non compris dans les « fonctionnaires d'un autre rang ».<sup>(2)</sup> Dont 1 nettoyeuse hors cadre.

## F. — SYNTHEZISCHE TABEL VAN DE PERSONEELSFORMATIE EN -BEZETTING

(Kostenraming in miljoenen frank)

Administr. de la réglementation Administr. der reglementering					Administr. de la formation professionnelle Administr. voor beroepsopleiding					Administr. de l'expansion économique Administr. voor econ. expansie					Totaux pour le département Totalen voor het departement				
Effectif Bezetting					Effectif Bezetting					Effectif Bezetting					Effectif Bezetting				
Cadre — Kader	Agents définitifs — Vast personnel	Agents tempor. — Tijdelijk personeel	Chôm. et stagiaires — Werkl. en kosten- raming	Estim. des coûts	Cadre — Kader	Agents définitifs — Vast personnel	Agents tempor. — Tijdelijk personeel	Chôm. et stagiaires — Werkl. en kosten- raming	Estim. des coûts	Cadre — Kader	Agents définitifs — Vast personnel	Agents tempor. — Tijdelijk personeel	Chôm. et stagiaires — Werkl. en kosten- raming	Estim. des coûts	Cadre — Kader	Agents définitifs — Vast personeel	Agents tempor. — Tijdelijk personeel	Chôm. et stagiaires — Werkl. en kosten- raming	Estim. des coûts
1	2 <sup>(1)</sup>	—	—	1,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	6 <sup>(1)</sup>	—	—	4,8
19	14	1	3	6,1	3	3	—	—	1,5	5	5	—	1	2,5	80	59	2	6	26,6
31	28	2	4	7,9	4	1	—	—	0,3	4	4	—	3	1,5	152	113	5	15	28,9
31	35	3	3	7,0	3	2	—	—	0,6	5	3	—	1	0,8	97	86	4	12	18,7
12	15	1	1	2,4	1	—	—	—	1	2	—	—	0,4	57	44	1	1	8,0	
94	94	7	11	25,0	11	6	—	—	2,4	15	14	—	5	5,2	391	308	12	34	87,0
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	( <sup>2</sup> )1	—	0,2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	( <sup>2</sup> )1	—	0,2
94	94	7	11	25,0	11	6	—	—	2,4	15	14	—	5	5,2	391	311	13( <sup>2</sup> )	34	87,2

<sup>(1)</sup> Waarvan twee tweetalig adjuncten niet inbegrepen in de ambtenaren van een andere rang.<sup>(2)</sup> Waarvan één buiten kader poëtvrouw.